PALESTINE – SOLIDARITÉ
http://www.palestine-solidarite.org

Journal de Syrie

N° 2 du 27.04 au 25.05.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :
http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/
http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/
b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com
c) sur le site de Robert Bibeau : http://www.robertbibeau.ca/palestine.html
d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm
NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Sommaire :

Tiré à part
« Tendances »

1 Au jour le jour
Syrie
Sanctions de l'UE contre Assad: les Européens ont commis une "erreur"
Organisations mondiale
Otan
L'OTAN accentue sa pression sur le régime kadhafiste.
2 Les actions dans le monde
3 Les réactions dans le monde.
4 Dossier
4-1 Levif.be: L'Otan veut en finir avec le régime Kadhafi devenu apathique.
4-2 Alain Corvez : La Syrie, objet de toutes les attaques.
5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion
5-1 Sara Flounders : Les événements en Syrie – Quel camp avez-vous choisi ?
6 Annexe
6-1 René Naba : Syrie-Algérie : Raison d'état ou déraison d'état ?
6-2 Robert Bibeau : Révoltes arabes & Repressions néo-coloniales.
6-3 Thierry Meyssan : La Contre-révolution au Proche-Orient.

Tiré à part

« Tendances »

En Syrie, Sarkozy répète les erreurs de Chirac

Entièrement d'accord.
Le seul but des pouvoirs derrière la déstabilisation de la Syrie, du Liban etc... est d'affaiblir toute résistance à la suprématie israélienne sur la région ainsi que la main-mise sur ses richesses au détriment de ce qu'ils prétendent être la démocratie.
Ils manipulent, ils mentent, tout est permis pour arriver à leur but.
Les droits de l'homme ne sont pas valable en Palestine, ni au Bahrein...
Nous sommes pour les droits et pour la vérité mais contre toute manipulation et propagande mensongère
Dr. Ghada El Yafi

1 Au jour le jour

Syrie

Sanctions de l'UE contre Assad: les Européens ont commis une "erreur"

Le chef de la diplomatie syrienne Walid Mouallem a dénoncé lundi l'"erreur" commise par l'Union européenne en décidant des sanctions contre le président syrien Bachar al-Assad et ses proches, qualifiant ces mesures de "nouvelle page noire" pour l'histoire de l'Europe.

"Ils ont commis une erreur lorsqu'ils se sont attaqués au président en adoptant des sanctions qui nuisent au peuple syrien" a dit M. Mouallem dans une interview à la télévision d'Etat.

"Aujourd'hui, les Européens ont ajouté une nouvelle page noire dans leur histoire du colonialisme dans la région", a-t-il ajouté, avertissant que son pays "ne resterait pas silencieux face à ces mesures".

"Ces mesures vont nous affecter comme elles affecteront les intérêts de l'Europe, qui n'aura pas de rôle à jouer à l'avenir dans la région", a-t-il affirmé.

"Ils (les Européens) incitent à la violence et empêchent le gouvernement d'appliquer les réformes destinées à améliorer la qualité de vie des citoyens", a déploré le ministre syrien.

"Ils veulent que la Syrie saigne parce qu'elle représente l'équation difficile face à leurs plans et aux projets expansionnistes d'Israël", a dit encore M. Mouallem, appelant ses compatriotes à "l'unité" et soulignant que Bachar al-Assad avait toujours les rênes du pouvoir pour conduire les réformes politiques et économiques.

Le ministre, qui estime qu'Israël tire profit de sanctions adoptées par l'Union européenne contre Damas, a également critiqué les Etats-Unis: "dans chaque région où ils interviennent militairement, ils détruisent les infrastructures et leurs entreprises reviennent ensuite pour les reconstruire et tirer avantage des ressources pétrolières".

Après les Etats-Unis, l'Union européenne a décidé lundi d'interdire de visa et de geler les avoirs de M. Assad.

Selon les ONG et l'ONU, la répression du mouvement de contestation qui ébranle son régime depuis la mi-mars a fait plus de 900 morts, entraîné plus de 8.000 arrestations et poussé des milliers de Syriens à l'exode.

Le nom de Bachar al-Assad devrait être publié mardi aux côtés de ceux de neuf autres responsables syriens au Journal officiel de l'UE, s'ajoutant à une première liste de 13 figures clé du régime --dont un frère du président et plusieurs cousins-- frappés depuis le 10 mai d'interdictions de visa en Europe et de gels d'avoirs.

Les 27 avaient alors également décrété un embargo sur les armes et suspendu l'aide au développement européenne. Lundi, ils ont également appelé la Banque européenne d'investissement (BEI) à "ne pas approuver des opérations de financement en Syrie pour le moment".

" La Syrie dénonce les sanctions de l'Union européenne contre son peuple au moment où elle cherche à préserver sa sécurité et à mettre en place un dialogue national dans le cadre de réformes", avait rapporté un peu plus tôt lundi l'agence de presse officielle Sana.

"Les décisions de l'UE visent à s'ingérer dans les affaires intérieures de la Syrie et à déstabiliser sa sécurité", avait-elle ajouté, ciblant particulièrement dans ses critiques la Grande-Bretagne et la France qui ont joué selon elle "un rôle clé dans l'adoption des sanctions, sans se préoccuper de la sécurité et de l'intérêt du peuple syrien".

23 mai 2011
(AFP) -

Organisations mondiale

Otan

L'OTAN accentue sa pression sur le régime kadhafiste.

Au moins trois personnes ont été tuées et 150 blessées lors de raids de l'OTAN sur Tripoli dans la nuit du lundi 23 au mardi 24 mai, a annoncé le porte-parole du gouvernement libyen.
Moussa Ibrahim a ajouté que l'Alliance atlantique avait mené *"entre douze et dix-huit raids contre une caserne de la garde populaire"*, des unités de volontaires qui épaulent l'armée.
Dans un communiqué, l'OTAN affirme, quant à elle, avoir pris pour cible un entrepôt de véhicules militaires à Tripoli, près de la résidence du colonel Kadhafi. Selon l'alliance, ce site *" est connu pour avoir été actif au début de la répression contre la population en février 2011 et l'est resté depuis en réapprovisionnant les forces du régime qui mènent des attaques contre les civils innocents"*.
La presse étrangère à Tripoli estime que ces attaques sont les plus violentes depuis le début des opérations contre le régime kadhafiste, il y a deux mois. Plus d'une quinzaine de puissantes explosions ont été entendues dans le secteur de Bab al-Aziziya, résidence du colonel Mouammar Kadhafi, alors que des avions de chasse volaient à basse altitude. Selon un journaliste de l'AFP, les raids qui ont commencé mardi vers 1 heure ont duré plus d'une demi-heure.
Le porte-parole a affirmé : *"La caserne était vide. La majorité des victimes sont des civils habitant à proximité."* A l'hôpital de l'avenue Zawiyah, un journaliste de l'AFP a vu trois corps gisant sur des brancards, trois jeunes touchés à la tête, probablement par des éclats d'obus. Selon des témoins à l'hôpital, ces deux frères et leur cousin habitaient l'avenue Essoug, non loin de la caserne visée.
"NOS MAISONS SONT À PROXIMITÉ DES CASERNES"
"Ils étaient sortis après les premiers raids pour voir ce qui se passait. Mais ils ont été gravement touchés par les bombardements qui ont suivi", a indiqué à l'agence de presse un témoin qui s'est présenté comme leur voisin.
Dans les autres salles de l'hôpital, des infirmiers s'affairaient autour d'une dizaine de cas. *"D'autres blessés ont été envoyés dans différents hôpitaux"*, a expliqué M. Ibrahim.
"A Tripoli, nos maisons sont à proximité des casernes. Vous pouvez imaginer notre terreur et celle de nos familles à chaque fois qu'il y a des bombardements", a lancé Fathallah Salem, un habitant de l'avenue Essoug qui a dit avoir emmené sa mère, effrayée, à l'hôpital.
Le secteur de Bab al-Aziziya avait déjà été pris pour cible à plusieurs reprises par l'aviation de l'OTAN.
L'opération de la coalition internationale contre le régime de Mouammar Kadhafi a été placée, début avril, sous commandement de l'Alliance atlantique.
LEMONDE.FR avec AFP et Reuters
24.05.11

---

2 Les actions dans le monde

Pays

Israel

Golan: l'armée israélienne installe de nouveaux champs de mines.

L'armée israélienne a fait sauter des vieilles mines dispersées face aux lignes syriennes sur le plateau du Golan afin d'installer de nouveaux champs de mines, a indiqué jeudi le quotidien Maariv.
Selon le journal, cette mesure a été ordonnée par le chef d'état-major, le général Benny Gantz, à la suite du passage en force durant les commémorations dimanche de la "Nakba" palestinienne de manifestants venus de Syrie à Majdal Chams, dans la partie du Golan occupée par Israël depuis juin 1967.
Interrogée par l'AFP, une porte-parole de l'armée israélienne a confirmé sans autre précision que "le génie militaire procède à des travaux d'infrastructures sur le Golan".
Une centaine de manifestants palestiniens venus de Syrie étaient passés en force dimanche dans ce secteur, où le dispositif militaire israélien était minimal, franchissant des champs de mines, avant de repartir pour la plupart en fin de journée.
L'armée israélienne avait indiqué en 2010 que le Golan comptait "quelque 2.000 champs de mines signalés et entourés de barrières".
Au total, 14 manifestants ont été tués dimanche par des tirs israéliens, 10 à la frontière libanaise et 4 dans le Golan, selon des sources officielles libanaises et syriennes.
L'armée israélienne a justifié l'ouverture du feu sur le Golan par des jets de pierres sur ses troupes, le franchissement de la ligne de cessez-le-feu et à la frontière libanaise et par des "tentatives d'infiltration".
Les Palestiniens désignent par l'appellation de "Nakba" (catastrophe) la création d'Israël en 1948 et l'exode de quelque 760.000 Palestiniens qui s'en est suivi. Les réfugiés officiellement enregistrés sont actuellement au

nombre de 4,8 millions avec leurs descendants, répartis pour l'essentiel entre la Jordanie, la Syrie, le Liban et les territoires palestiniens.
Jeudi 19 mai 2011,

---

3 Les réactions dans le monde

Afrique du Sud

Le président sud-africain va discuter avec Kadhafi de son départ

Le chef de l'Etat sud-africain, Jacob Zuma, se rendra lundi 30 mai en Libye pour discuter avec le colonel Mouammar Kadhafi d'une stratégie qui lui permettrait de quitter le pouvoir, a indiqué mercredi la présidence sud-africaine.
"Le président Zuma s'arrêtera le 30 mai à Tripoli pour discuter avec le leader libyen Mouammar Kadhafi, en tant que membre du panel de haut niveau de l'Union africaine pour la résolution du conflit libyen", selon un communiqué de ses services.
"Le but est de discuter d'une stratégie de sortie pour Mouammar Kadhafi", a ajouté une source anonyme au sein de la présidence. *"Nous travaillons avec le gouvernement turc à ce sujet"*, a précisé une seconde source anonyme.
DEUXIÈME VISITE À TRIPOLI POUR ZUMA
Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté le 17 mars une résolution qui a autorisé l'usage de la force en Libye contre le régime du colonel Kadhafi pour protéger les civils. La coalition menée par l'OTAN, qui a intensifié mardi ses bombardements sur Tripoli, a reconnu vouloir précipiter la chute de Mouammar Kadhafi.
L'Afrique du Sud, membre non permanent du conseil de sécurité, avait voté en faveur de la résolution, avant de regretter la manière dont elle est mise en œuvre et s'opposer *"à la doctrine du changement de régime"*. Jacob Zuma s'était déjà rendu à Tripoli le 10 avril avec une délégation de haut niveau de l'Union africaine pour négocier une trêve entre le colonel Kadhafi et les rebelles. Ces derniers ont refusé la trêve, réclamant avant toute chose le départ de Kadhafi.
LEMONDE.FR avec AFP
25.05.11

Russie

Moscou estime que les frappes en Libye outrepassent le mandat de l'ONU

Le ministère russe des Affaires étrangères a dénoncé mercredi l'intensification des frappes aériennes visant la capitale libyenne Tripoli, jugeant qu'elles constituaient "un écart grossier" par rapport au mandat de l'ONU.
"Des informations inquiétantes nous parviennent une nouvelle fois de Libye au sujet des puissantes frappes aériennes auxquelles ont procédé les forces de la coalition à Tripoli", a indiqué le ministère dans un communiqué.
"Il s'agit d'un nouvel écart grossier par rapport aux résolutions 1970 et 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU", poursuit-il.
La coalition menée par l'Otan, qui espère précipiter la chute de Mouammar Kadhafi, a intensifié mardi ses bombardements sur Tripoli.
La diplomatie russe relève en particulier que des "bâtiments n'ayant pas un caractère militaire" ont été touchés par ces bombardements.
"Les frappes aériennes ne permettent pas de mettre un terme à la confrontation entre les parties libyennes et ne font qu'accroître les souffrances des civils libyens", estime le ministère.
La Russie, membre permanent du Conseil de sécurité, s'était abstenue le 17 mars de faire usage de son droit de veto lors du vote de la résolution 1973 qui a autorisé l'intervention d'une coalition internationale en Libye contre le régime du colonel Kadhafi pour protéger les civils.
Depuis, Moscou a vivement critiqué les bombardements de la coalition en Libye, jugeant qu'elle outrepassait le mandat défini par les Nations unies.
Ces nouvelles critiques russes interviennent à la veille du début du sommet du G8 en France, lors duquel les conflits secouant le monde arabe devraient être au cœur des discussions.
Levif.be avec Belga
Mercredi 25 mai

Israël Shamir : La Russie a maintenant son comité de solidarité avec les peuples de Libye et de Syrie.

Le Comité s'est constitué il y a quelques jours, et offrira une conférence de presse à l'agence de presse RIA à Moscou le 20 mai prochain. Il sera représenté par son président, le professeur Sergueï Babourine, recteur de l'Université d'Economie de Moscou, Israël Shamir, Jamal Hyder (Centre Islamique de Russie), l'Ambassadeur Persypkine, la vedette de la télévision Maxime Chevchenko.
Le comité a condamné les bombardements de l'OTAN sur la Libye, et exige que les Libyens puissent décider de leur avenir politique par eux-mêmes. L'agression de l'OTAN contre la Libye est une transgression de la Charte de l'ONU qui interdit l'agression contre des Etats souverains; c'est une transgression de la Résolution du Conseil de Sécurité 1973, qui recommandait exclusivement

l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne".
Le comité appelle le gouvernement russe à réunir le Conseil de Sécurité pour un débat urgent, et en attendant, appelle à suspendre toute activité du Conseil
OTAN - Russie, et à mettre fin aux sanctions.Encore plus important, l'appel du Comité à retirer les fonds souverains russes de tout emplacement où ils pourraient être saisis par le gouvernement US, de la même façon que les USA ont saisi les fonds souverains libyens et les ont transférés en partie au groupe rebelle de Benghazi, illégal et non reconnu.
A la différence de plusieurs autres organisations, ce comité russe a refusé de s'exprimer au titre du soutien à Mouammar Kadhafi: c'est un problème purement interne qui ne concerne que les Libyens, de savoir s'ils veulent ou ne veulent pas de Kadhafi. Je sais que beaucoup de Libyens n'aiment pas Kadhafi et veulent s'en débarrasser. Il ne s'agit pas pour moi de soutenir ou de condamner le
dirigeant libyen. Mais la campagne de bombardements doit cesser immédiatement.
Israël Shamir
En russe http://www.meast.ru/article/komitet-solidarnosti-s-narodami-livii-i-sirii

---

4 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

4-1 Levif.be: L'Otan veut en finir avec le régime Kadhafi devenu apathique.

L'Otan intensifie sa tactique d'usure des forces loyales au colonel Mouammar Kadhafi dans l'espoir d'en précipiter la chute, comme l'illustrent les bombardements violents de Tripoli dans la nuit de lundi à mardi et la décision franco-britannique d'envoyer des hélicoptères de combat.
"Le régime est devenu très apathique depuis quinze jours, il a perdu l'initiative militaire et semble même être sur la défensive, signe que nous sommes sur la bonne voie", a affirmé mardi à l'AFP un haut responsable militaire de l'Otan.
"On se dit qu'il faut accélérer, augmenter le rythme de nos opérations, pour que le fruit tombe tout seul", a-t-il ajouté, l'objectif étant que "fin juin, début juillet Kadhafi soit tombé".
Il n'empêche qu'après deux mois d'une campagne de bombardements lancée le 19 mars et passée sous commandement Otan début avril, les troupes rebelles, mal formées, mal encadrées, mal équipées, progressent peu et que le régime de Tripoli tient toujours.
Pour éviter un enlisement, avec ses conséquences diplomatiques imprévisibles et son impact sur les finances d'alliés déjà en proie à une crise budgétaire, l'Otan n'a pas le choix, selon ce haut responsable: il lui faut "accélérer son entreprise de destruction systématique de l'appareil militaire de Tripoli, avec pour objectif la neutralisation définitive des forces de Kadhafi".
La décision d'accentuer la pression sur le régime date d'il y a un mois, comme en témoignent les frappes répétées au coeur de Tripoli dont celle qui s'est soldée dans la nuit du 30 avril au 1er mai par la mort, non confirmée par l'Otan, d'un fils de Kadhafi et de trois de ses petits-enfants.
Les raids de la nuit de lundi à mardi contre un parc de véhicules proche du complexe de Bab Al-Aziziya, résidence du colonel Kadhafi, vont dans le même sens. Ce ne sont pas les premiers ni les plus violents, a souligné un responsable allié, rappelant que le 13 mai, l'Otan avait bombardé vingt parcs d'engins blindés dans la région de la capitale.
"Les échéances se rapprochent", a souligné un diplomate allié.
Le mandat de l'Otan pour l'opération "Unified Protector" lui donne trois mois. Fin juin, les 28 alliés, dont beaucoup sont absents du théâtre d'opération, voire ont exprimé au départ leur opposition au principe même de l'intervention armée, comme l'Allemagne et la Turquie, devront faire un premier bilan de son action, avant de décider de sa prolongation éventuelle.
Dès les 8 et 9 juin, les ministres de la Défense alliés auront l'occasion d'en débattre lors d'une réunion à Bruxelles.
D'ici là, la Russie, qui appuie un cessez-le-feu immédiat, et la Chine, sur la même ligne, sont à l'affût d'un faux pas des Occidentaux. Quant aux Etats-Unis, leurs réticences à jouer les premiers rôles signifient qu'il revient aux Européens de prendre leurs responsabilités.
Paris et Londres, pressés de sortir de l'affaire libyenne dès que possible, "refusent la perspective d'un engagement de longue durée", a souligné un diplomate allié.
D'où notamment leur décision, annoncée lundi par les autorités françaises, d'envoyer des hélicoptères de combat en Libye pour être en mesure d'effectuer des frappes plus précises que des chasseurs-bombardiers, sans mettre en danger les civils parmi lesquels les soldats de Kadhafi se cachent.
C'était déjà la raison pour laquelle des "dizaines de membres des forces spéciales des deux pays ont œuvré à Misrata, afin de faciliter le ciblage" des troupes kadhafistes et empêcher la ville de tomber, a confié un officier allié.
Leur intervention - jamais reconnue par les deux pays concernés, ni par l'Otan - a été efficace. La rébellion a réussi le 12 mai à briser l'encerclement des forces gouvernementales après plus de deux mois de siège.
Levif.be avec Belga
Mardi 24 mai 2011

4-2 Alain Corvez : La Syrie, objet de toutes les attaques.

par Alain Corvez, conseiller en stratégie internationale

A l'image des révolutions « orange » ou d'autres couleurs qui, au nom de la démocratie érigée en valeur suprême et universelle, visaient en Europe orientale, dans le sillage de l'effondrement du communisme soviétique, à renverser des pouvoirs même élus démocratiquement mais qui n'étaient pas favorables à ce qu'on appelle « l'Occident », autant dire les Etats-Unis d'Amérique, les révolutions arabes baptisées du jasmin ou printanières, utilisent l'aspiration sincère des populations pour l'égalité, la justice, la fin du népotisme, et surtout des emplois pour pouvoir vivre décemment, pour renverser les régimes qui contestent la vision américaine du monde et notamment du règlement du conflit israélo-palestinien.

Les ONG des droits de l'homme contrôlées par des Etats ou des multinationales

De nombreuses organisations internationales, non gouvernementales, brandissant l'étendard des droits de l'homme ou de la démocratie, agissent en réalité grâce aux soutiens multiples des Etats-Unis, pour déstabiliser les régimes considérés comme hostiles à Washington, s'appuyant sur quelques revendications légitimes des populations.

Lors d'un colloque récent à l'Assemblée Nationale sur ce sujet, un représentant des services français indiquait qu'ils avaient un inventaire de ces organisations soucieuses du bien de l'homme qui montrait que 70% d'entre elles étaient contrôlées par des Etats ou des multinationales. Le député Bernard Carayon précisait quelques minutes plus tard qu'en réalité 100% des plus importantes étaient dans ce cas.

L'amiral Lacoste me disait juste avant le colloque que les Etats-Unis avaient une longue expérience de l'utilisation d'ennemis pour combattre d'autres ennemis, depuis les islamistes Afghans contre les soviétiques et qu'Israël en suscitant la création du Hamas pour contrer le Fatah avait fait de même. Les ONG soutenues par Washington utilisent aujourd'hui les slogans des droits de l'homme qui permettent à des islamistes de se glisser dans la peau de démocrates.

Il ne faut d'ailleurs pas faire d'amalgame trompeur entre les salafistes du Machrek et ceux du Maghreb qui n'ont ni les mêmes motivations ni les mêmes ambitions, ni les mêmes modes opératoires. L'Arabie Saoudite, alliée de l'Amérique et en accord avec elle, soutient depuis des années les groupes extrémistes musulmans qui permettent les interventions américaines, ce qui a failli se retourner contre elle lors du 11 septembre 2001, et notamment les organisations salafistes hostiles au Baas, le parti laïc au pouvoir en Syrie.

Désinformation sur Al-Jazeera et Al-Arabiya

Les moyens modernes de communication, l'Internet et les SMS permettent de développer rapidement des slogans revendicatifs réalisant ainsi une « agit-prop », une propagande, qui n'a jamais été aussi efficace. Elle ne fut cependant pas suffisante en Libye qui a nécessité cette calamiteuse intervention militaire sous le faux prétexte de protéger les civils et qui finira par chasser Kadhafi du pouvoir après bien des difficultés et des tragédies humaines, car l'expérience prouve qu'il avait des soutiens importants, mais débouchera sur un vide politique qui mènera à la partition du pays et à son cortège de catastrophes.

Les médias arabes les plus importants comme Al-Jazeera et Al-Arabiya, associés aux intérêts américains, diffusent des images, authentiques ou transformées, soutenant les révoltes quand elles vont dans le sens de leurs objectifs, ou les passant sous silence dans le cas inverse. Ensuite, l'AFP et les autres agences occidentales n'ont qu'à reprendre ces images en les agrémentant de témoignages de « militants des droits de l'homme ».

La Syrie est l'objet de toutes les attaques car le régime a depuis toujours soutenu la cause arabe en accueillant les Palestiniens exilés, respecté la culture musulmane du pays mais combattu fermement l'islam politique radical, et rassemble des communautés diverses, sunnites, chiites, alaouites, chrétiennes, druzes, kurdes, en une nation au destin commun.

Depuis qu'il est arrivé au pouvoir sans l'avoir recherché, le jeune Président Bachar El Assad, a annoncé et décidé qu'il voulait réformer le pays pour l'adapter aux temps modernes et s'il a pu réaliser certaines réformes dans les domaine de l'économie, de la finance, de l'administration, les évènements extérieurs pressants comme l'assassinat en février 2005 de Rafic Hariri dont son pays fut aussitôt accusé, la guerre israélo-libanaise de juillet août 2006 et d'autres, l'ont empêché de les réaliser dans le calme indispensable à une telle politique. Mais il a réitéré encore récemment son désir d'évolution sans révolution.

D'ailleurs, la population syrienne forte de près de 20 millions d'habitants est restée silencieuse, les autorités craignant que des manifestations de soutien entraînent des chocs avec des opposants, notamment les groupes salafistes armés et entraînés de l'extérieur qui espèrent une revanche de leur écrasement dans les années 82 ; les manifestants montrés sur les chaînes arabes ne sont que quelques milliers au plus, 50.000 lors du rassemblement le plus important. On a eu la preuve de la désinformation de Al-Arabiya et Al-Jazeera le jour où elles diffusaient « en direct » des images d'une manifestation sous le soleil de Damas alors qu'il tombait au même moment des trombes de grêle sur la ville, fait assez rare en Syrie.

Le revirement brutal du Président Sarkozy

Quels sont d'ailleurs ces « manifestants pacifiques ou représentants des droits de l'homme rencontrés par l'AFP » qui ont tué par balles des dizaines de représentants des forces de l'ordre ?

Il est clair que la masse du pays soutient les dirigeants nationaliste actuels, même si elle aspire à plus de libéralisme économique et politique, à davantage d'emplois et à un meilleur niveau de vie, mais elle comprend qu'il s'agit d'un complot visant à détruire l'unité du pays pour installer des rivalités ethniques et confessionnelles, qui permettront ensuite de dicter une autre politique plus conciliante envers celle de l'Amérique.

Dans cette conjoncture, le revirement brutal du Président Sarkozy est incompris des Syriens qui avaient vu dans le rapprochement entre les deux pays suivi d'échanges importants dans tous les domaines, le contre pied de l'obstination anti-syrienne de Chirac, et que le raisonnement stratégique du nouveau locataire de l'Elysée

réalisait qu'une grande politique arabe de la France ne pouvait se faire en refusant de parler à la Syrie, que la question iranienne était liée aux bons offices de Damas, comme le règlement du conflit israélo-palestinien. Le Président Assad avait d'ailleurs offert ses services dans ce domaine lors de son passage à Paris en novembre 2010.

Le rôle central de la Syrie dans les équilibres du Moyen-Orient est encore renforcé par son influence sur l'avenir de son voisin de l'est : depuis le début de l'intervention américaine en Iraq et jusqu'à aujourd'hui, elle a accueilli un nombre très important de réfugiés ayant fui leur pays pour des raisons multiples, les estimations les plus sûres annonçant 1,5 million installés en Syrie, peut-être plus. En dehors de l'aspect humanitaire à mettre au crédit du régime syrien, il est évident que cette masse de réfugiés doit jouer un rôle dans l'avenir de l'Iraq toujours en recherche de stabilité.

La diplomatie française donne l'impression d'être systématiquement pro-américaine

« Les gendarmes du monde » étant occupés et enlisés ailleurs, le régime syrien n'a pas à craindre une intervention militaire, qui serait d'ailleurs catastrophique pour tout le monde, et devrait parvenir à museler les acteurs internes du complot sans avoir à redouter autre chose que des déclarations vertueuses et lénifiantes de Washington, Bruxelles et Paris, ou des sanctions économiques sans grand effet stratégique à court terme.

La France a tout intérêt à comprendre rapidement que les tentatives pour mettre des régimes favorables à la tête des pays arabes, idée de Washington, n'est pas conforme à la volonté des peuples concernés qui, tôt ou tard la rejetteront, et qu'elle doit retourner aux fondamentaux d'une politique étrangère indépendante, respectueuse du droit des peuples à décider eux-mêmes de leur sort.

Le mondialisme a vécu. L'Union européenne est exsangue et l'on assiste au retour des seules réalités qui comptent que sont les nations qui rassemblent des peuples aux passés et aux destins communs. Les nations peuvent s'entendre entre elles et coopérer sur des objectifs partagés et définis mais le « village mondial » n'a pas aboli les rivalités d'intérêts et ceux qui renoncent à leur souveraineté au nom d'un utopique idéal d'union devront un jour rendre compte de leurs abandons. C'est la loi inexorable des relations internationales de ne prendre en compte que les réalités sensibles. La France doit retrouver son indépendance et sa souveraineté, y compris sur ses espaces maritimes lointains, même si certains Etats s'en émeuvent, répondant ainsi à son destin mondial de puissance traditionnellement opposée à l'impérialisme quel qu'il soit. Elle s'inscrira alors dans les prévisions visionnaires de Teilhard de Chardin qui envisageait des ensembles de plus en plus grands mais constitués de cellules de plus en plus structurées et complexes.

La diplomatie française doit à nouveau prendre le recul indispensable à la compréhension du sens de l'histoire du monde et ne plus donner l'impression d'être systématiquement associée aux intérêts d'une Amérique qui a du mal à s'adapter à l'émergence d'un monde nouveau et qui n'a rien à offrir à ses alliés sinon une participation à des aventures guerrières coûteuses à tous points de vue. Les changements de caps récents dans le monde arabe ne montrent pas une réflexion stratégique globale et pour revenir sur l'exemple syrien, nous aurions tort de croire que la contestation entretenue artificiellement parvienne à ses fins dans un pays où les habitants sont ombrageusement nationalistes et fiers de leur riche passé. Quelques dizaines de milliers de manifestants, même cent mille, ne sont rien par rapport à presque 20 millions qui assistent pour l'instant silencieusement à la déstabilisation d'un pouvoir qui, paradoxalement, a annoncé des réformes mais attend le retour au calme pour les mettre en œuvre et est le mieux placé pour les faire.

Titre et intertitres : France-Irak Actualité

Gilles Munier

http://www.france-irak-actualite.com/article-la-syrie-objet-de-toutes-les-attaques-74534686.html

(21/5/11)

Sur France-Irak Actualité :

http://0z.fr/NdCW0

---

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

5-1 Sara Flounders : Les événements en Syrie – Quel camp avez-vous choisi ?

Quand l'impérialisme américain s'engage dans une agression contre l'un ou l'autre gouvernement ou mouvement, il est essentiel que les mouvements ouvriers et les mouvements politiques progressistes en faveur du changement puissent collecter le maximum d'informations disponibles et prendre position.

Il est lâche de rester neutre et c'est une trahison à l'égard de sa classe que de se ranger dans le même camp que celui de la pieuvre impérialiste qui cherche à dominer le monde.

C'est le b a ba des mouvements ouvriers depuis un siècle et demi de lutte des classes. C'est la base même du marxisme. Cela se retrouve dans les chants syndicaux qui posent la question : « Which side are you on ? » (De quel côté êtes-vous ?) et chez les organisateurs ouvriers qui ne cessent de répéter « En blesser un, c'est les blesser tous. »

Une explosion sociale ébranle le monde arabe. L'impérialisme américain et tous les anciens régimes qui lui sont liés dans la région tentent désespérément de gérer et de contenir ce soulèvement de masse incessant dans des voies qui ne mettent pas en péril la domination impérialiste sur le Proche et Moyen-Orient.

Les États-Unis et leurs collaborateurs essaient également de diviser et de saper les deux ailes de la résistance – les forces islamiques et les forces nationalistes laïques – qui, ensemble, ont renversé les dictatures soutenues

par les États-Unis en Égypte et en Tunisie. On assiste actuellement à un effort américain concerté en vue de dresser ces mêmes forces politiques contre deux régimes de la région qui, dans le passé, se sont opposés à la domination américaine : en Libye et en Syrie.
Ces derniers pays ont tous deux leurs propres problèmes de développement, lesquels sont exacerbés par la crise capitaliste mondiale en général et par des décennies de compromis qu'on leur a imposés du fait qu'ils tentaient de survivre dans un environnement hostile d'attaques incessantes – politiques et parfois militaires, le tout comprenant également des sanctions économiques.
Les bombardements de la Libye des œuvres des États-Unis et de l'Otan ont clairement montré où en est l'impérialisme vis-à-vis de ce pays. Les exploiteurs transnationaux sont bien décidés à s'emparer totalement des réserves pétrolières les plus riches de l'Afrique et de mettre un terme au flux de milliards de dollars par lequel la Libye contribuait au développement de pays africains beaucoup plus pauvres.
La Syrie est également visée par l'impérialisme – en raison de sa défense héroïque de la résistance palestinienne des décennies durant et de son refus de reconnaître l'occupation sioniste. L'aide de la Syrie au Hezbollah dans sa lutte pour mettre un terme à l'occupation israélienne du Liban et dans son alliance stratégique avec l'Iran ne peut être oubliée non plus.
Même si une grande partie de la situation interne de la Syrie est malaisée à comprendre, il convient de faire remarquer que, dans la lutte qui se déroule actuellement, des déclarations claires de soutien au gouvernement syrien et d'hostilité aux efforts américains de stabilisation ont été prononcées par Hugo Chávez au Venezuela, par le secrétaire général du Hezbollah, Seyyed Hassan Nasrallah, au Liban et par plusieurs dirigeants en exil du Hamas, l'organisation palestinienne élue par les habitants de Gaza. Ces dirigeants politiques ont vécu aux premières loges les campagnes américaines de déstabilisation, qui recouraient à l'invention de mythes par les médias traditionnels, à des groupes d'opposition financés de l'extérieur, à des assassinats bien ciblés, à des opérations spéciales de sabotage et se servaient d'agents bien entraînés travaillant sur Internet.
Du côté de ce qui est censé être « l'opposition démocratique », on trouve des réactionnaires comme le sénateur Joseph Lieberman, président de la puissante Commission sénatoriale pour la sécurité intérieure, qui a lancé un appel pour que les États-Unis bombardent la Syrie, après la Libye. Parmi les partisans déclarés de l'opposition en Syrie, on trouve également James Woolsey, ancien directeur de la CIA et conseiller de la campagne électorale du sénateur John McCain.
Wikileaks dénonce le rôle des États-Unis
Un article intitulé « Les États-Unis ont soutenu secrètement les groupes d'opposition syriens » et rédigé par Craig Whitlock (Washington Post, 18 avril) décrivait par le menu les informations contenues dans les câbles diplomatiques américains que Wikileaks avait adressés aux agences d'information du monde entier et publiés sur son site Internet. L'article résume ce que ces câbles du ministère américain des Affaires étrangères révèlent à propos du financement secret des groupes syriens d'opposition politique, y compris la transmission dans le pays d'émissions antigouvernementales et ce, via la télévision par satellite.
L'article décrit les efforts financés par les États-Unis comme faisant partie d'une « campagne de longue haleine visant à renverser le dirigeant autocratique du pays, Bashar al-Assad », qui a fait ses débuts sous le président George W. Bush et a poursuivi sa carrière sous le président Barack Obama, même si ce dernier a prétendu qu'il reconstruisait les relations avec la Syrie et qu'il a installé un ambassadeur en Syrie pour la première fois depuis six ans. Selon un câble d'avril 2009 signé par le diplomate le plus élevé en grade à Damas à l'époque, les autorités syriennes « considéraient sans aucun doute tout financement de groupes politiques illégaux comme équivalant à appuyer un changement de régime ». L'article du Washington Post décrit plus ou moins en détail les liens entre la chaîne de TV de l'opposition Barada, financée par les États-Unis, et le rôle de Malik al-Abdeh, qui fait partie de son conseil d'administration et diffuse des vidéos de protestation. Al-Abdeh fait également partie de la direction du Mouvement pour la justice et la démocratie, présidé par son propre frère, Anas Al-Abdeh. Les câbles secrets « font état de craintes persistantes, parmi les diplomates américains, que les agents de la sécurité d'État syrienne n'aient découvert que la piste de l'argent remontait jusqu'à Washington ».
Le rôle d'Al Jazeera
Peut-être le défi de la campagne de déstabilisation en Syrie, ainsi que sa dénonciation, sont-ils venus avec la démission de Ghassan Ben Jeddo, le journaliste bien connu des nouvelles émissions de télévision d'Al Jazeera et le responsable de l'agence d'Al Jazeera à Beyrouth. Ben Jeddo a démissionné pour protester contre la partialité d'Al Jazeera, mettant tout spécialement en exergue une « campagne de diffamation contre le gouvernement syrien » qui a transformé la chaîne de TV en « vulgaire organe de propagande ».
Al Jazeera a couvert favorablement l'incontrôlable soulèvement de masse de millions de personnes en Égypte et en Tunisie. Cependant, cette chaîne d'information par satellite a également fait état par le détail de toute revendication et accusation politique, sans égard pour la façon dont elles pouvaient n'être pas fondées, qui ont été exprimées par l'opposition politique, tant en Syrie qu'en Libye. Al Jazeera est devenue la voix la plus forte de la région – elle est captée par des millions de spectateurs – pour réclamer l'intervention « humanitaire » des États-Unis, des zones d'exclusion de vol et le bombardement de la Libye. Ainsi donc, il est important de bien comprendre la position d'Al Jazeera en tant que société d'information, et tout particulièrement lorsqu'elle prétend s'exprimer en faveur des opprimés.
Al Jazeera, dont le siège est au Qatar, ne fait jamais état du fait que 94 pour 100 du travail au Qatar est effectué par des immigrés qui n'ont absolument aucun droit et qui survivent dans des conditions proches de l'esclavage. La répression brutale du mouvement de masse dans le royaume à monarchie absolutiste de Bahrein, voisin immédiat du Qatar et actuellement occupé par les troupes saoudiennes, ne reçoit que peu de couverture non plus de la part d'Al Jazeera.

Cette censure est-elle due au fait qu'Al Jazeera TV News a été fondé par le monarque absolu du Qatar, l'émir Sheikh Hamad bin Khalifa Al Thani ?
Il est particulièrement important de faire remarquer qu'Al Jazeera ne mentionne jamais l'énorme base aérienne militaire du Commandement central américain, installé au Qatar précisément. Des drones en mission secrète dans la région décollent régulièrement de cette base. Le Qatar a également envoyé des avions pour participer aux bombardements en Libye des États-Unis et de l'Otan.
Le Qatar travaille en étroite collaboration avec le ministère américain des Affaires étrangères pour appuyer à fond l'intervention des États-Unis dans la région. Le Qatar a été l'un des premiers États arabes, et le premier des États du Golfe, à établir des relations avec israël. Lors des bombardements de Gaza par Israël, en 2009, il a suspendu ces relations mais, depuis, a proposé de les renouer.
Facebook et la contre-révolution
La CIA et le NED (National Endowment for Democracy – Fondation nationale en faveur de la démocratie) sont devenus des experts dans l'utilisation des barrages des médias sociaux tels que Facebook, Twitter et Youtube pour submerger les gouvernements visés de millions de messages fabriqués, de rumeurs et d'images incontrôlées.
Les alertes fabriquées sur les luttes et les scissions entre les factions rivales de l'armée syrienne, lesquelles auraient abouti à des démissions, étaient fausses. Par exemple, le général de division al-Rifai (retraité) a nié comme dénuées de fondements les informations par TV satellite prétendant qu'il dirigeait une scission au sein de l'armée. Il a ajouté qu'il était retraité depuis dix ans.
Izzat al-Rashek, du Bureau politique du Hamas, et Ali Baraka, représentant du Hamas au Liban, ont infirmé publiquement des allégations prétendant que la direction de cette organisation palestinienne de résistance quittait Damas pour se réinstaller au Qatar. Ali Baraka a expliqué que c'était un bobard monté par les États-Unis pour exercer des pressions sur Mahmoud Abbas, du Fatah, et entraver la réconciliation palestinienne tout en attisant le conflit entre les mouvements de résistance et la Syrie.
Le gouvernement syrien a accusé des snipers d'avoir tiré sur des manifestations, sur l'armée et sur la police dans l'intention de voir la police ouvrir à son tour le feu sur les manifestants.
Les rumeurs, les messages anonymes sur Internet et les rapports émis par TV satellite dans l'intention d'exacerber les divergences sectaires font partie de la campagne de déstabilisation.
Le caractère dual de la Syrie
Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi l'impérialisme américain et ses pions dans la région, y compris Israël et les monarchies corrompues et dépendantes que sont la Jordanie, le Qatar, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, aimeraient voir un « changement de régime » en Syrie.
La Syrie est l'un des rares pays arabes à n'entretenir aucune relation avec Israël. Plusieurs organisations de résistance palestinienne ont des « bureaux en exil » en Syrie, y compris le Hamas. La Syrie est alliée de façon étroite à l'Iran et au Liban.
La Syrie aujourd'hui n'est ni un pays socialiste, ni un pays révolutionnaire. Le capitalisme - et l'inégalité qui en résulte - n'y a pas été renversé. Il existe une classe capitaliste, en Syrie : nombreux sont ceux qui, en sont sein, ont bénéficié des « réformes » au cours desquelles des industries anciennement aux mains de l'État ont été vendues à des capitaux privés.
Toutefois, l'État syrien représente des forces contradictoires. Le pays a été un bastion de protection des gains obtenus lors des luttes et soulèvements anticoloniaux des masses arabes dans les années 60 et 70. Au cours de cette période, de nombreux gains sociaux importants ont été réalisés, des industries et ressources majeures ayant appartenu au capital étranger ont été nationalisées et d'importants progrès ont été enregistrés dans la garantie des soins de santé, dans le niveau de vie et l'enseignement.
La Syrie sous le parti socialiste arabe Ba'ath est résolument laïque. Elle a maintenu la liberté religieuse pour tous, tout en n'autorisant aucun groupement religieux à dominer l'État ou à être promu par ce dernier.
Mais le régime syrien a également réprimé sévèrement les efforts des mouvements de masse basés au Liban et en Syrie et qui voulaient poursuivre la lutte. Il a justifié sa répression des mouvements passés en insistant sur sa position précaire à proximité d'Israël, sur l'impact des deux guerres contre Israël, en 1967 et 1973, et sur l'occupation et l'annexion par Israël de l'importante région syrienne que sont les hauteurs du Golan, et ce, depuis 44 ans.
Les années de sanctions de la part des États-Unis et les efforts de déstabilisation du passé ont également eu un effet cumulatif. L'appareil d'État, craignant depuis longtemps les perpétuelles interventions de l'extérieur, craint désormais le changement.
Il est essentiel de reconnaître ce caractère dual et de ne pas excuser ni d'ignorer tous les problèmes qui en découlent.
La Syrie a assumé le fardeau supplémentaire de nourrir et d'héberger plus de 500.000 réfugiés palestiniens et leurs descendants ces 63 dernières années. Les conditions sont meilleures que dans n'importe quel pays avoisinant parce que, contrairement à ce qui se passe au Liban et en Jordanie, les soins de santé, l'éducation et le logement sont accessibles aux Palestiniens vivant en Syrie.
L'impact de la guerre en Irak
L'invasion et la destruction massive par les États-Unis du pays voisin, l'Irak, la discussion entre Bush et Blair d'une semblable agression contre la Syrie en 2003 et les nouvelles sanctions très dures contre la Syrie ont encore accru l'intensité des pressions.
Mais le facteur le plus destructeur n'a jamais été discuté dans les médias traditionnels : plus de 1.500.000 Irakiens ont afflué en Syrie afin d'échapper à l'occupation américaine de ces huit dernières années.

Ceci a eu une importante influence sur un pays dont la population était de 18 millions d'habitants en 2006. Selon un rapport sorti en 2007 par le bureau du haut commissaire américain pour les Réfugiés, l'arrivée quotidienne de 2000 Irakiens désespérés a eu un impact extrême sur toutes les facettes de la vie en Syrie, particulièrement sur les services proposés par l'État à tous ses citoyens et à tous les réfugiés. La Syrie a le plus haut niveau de droits civiques et sociaux pour les réfugiés, dans toute la région. D'autres pays des alentours exigent un minimum de solvabilité bancaire et expulsent les réfugiés nécessiteux.
L'arrivée inattendue de ces réfugiés irakiens a eu un impact dramatique sur les infrastructures, sur les écoles primaires et supérieures à la gratuité garantie, sur les soins de santé gratuits, sur la disponibilité des logements et sur les autres domaines de l'économie. Elle a provoqué une hausse des prix dans toute l'alimentation. Les prix des denrées alimentaires et des biens de première nécessité ont augmenté de 30 pour 100, les prix des propriétés de 40 pour 100 et les prix des loyers de 150 pour 100.
Les réfugiés irakiens ont également bénéficié de la part de l'État syrien de subsides pour le carburant, la nourriture, l'eau et autres produits essentiels pour tout le monde. Une telle masse de personnes sans emploi a amené une baisse des salaires et a augmenté la concurrence autour des emplois. L'impact du ralentissement économique mondial durant cette période difficile a encore aggravé les problèmes. (Middle East Institute, 10 décembre 2010, rapport sur la Coopération au profit des réfugiés).
Les États-Unis ont créé la crise des réfugiés, qui a amené le déplacement de plus de 25 pour 100 de la population irakienne en raison des violences sectaires. Pourtant, ils acceptent le nombre le plus bas de réfugiés et ils ont contribué aux frais des secours des Nations unies pour une somme moindre que le coût d'un seul jour de guerre en Irak. Les sanctions américaines contre la Syrie ont encore accru la désorganisation économique du pays.
Tout cela a accru la conscience du gouvernement et du peuple de Syrie à propos des dangers de l'occupation américaine et de la déstabilisation interne et du bain de sang qui pourraient venir de la violence sectaire attisée par les États-Unis.
Washington prétend être ennuyé à propos de l'instabilité qui règne en Syrie. Mais l'impérialisme américain en tant que système est amené à créer l'instabilité. La domination et le pouvoir débordants de l'armée et des sociétés pétrolières sur l'économique américaine et les énormes profits résultant des contrats militaires renforcent cette motivation à rechercher des solutions militaires.
Chaque déclaration faite par le gouvernement syrien a reconnu l'importance de réaliser des réformes internes tout en maintenant en place l'unité nationale dans un pays extrêmement diversifié présentant des différences historiques sur le plan de la religion, des tribus et des régions, et qui héberge actuellement près de deux millions de réfugiés.
Les diverses nationalités, religions et groupes culturels en Syrie ont absolument le droit de faire partie de ce processus. Mais ce dont ils ont le plus besoin, c'est que soit mis un terme à l'intervention constante et sans relâche des États-Unis.
USA, bas les pattes !
Sara Flounders
12 mai 2011
Source : workers.org
Traduction : JMF / Investig'Action
http://www.michelcollon.info:80/Les-evenements-en-Syrie-Quel-camp.html

---

6 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

6-1 René Naba : Syrie-Algérie : Raison d'état ou déraison d'état ?

A l'image des révolutions « orange » ou d'autres couleurs qui, au nom de la démocratie érigée en valeur suprême et universelle, visaient en Europe orientale, dans le sillage de l'effondrement du communisme soviétique, à renverser des pouvoirs même élus démocratiquement mais qui n'étaient pas favorables à ce qu'on appelle « l'Occident », autant dire les Etats-Unis d'Amérique, les révolutions arabes baptisées du jasmin ou printanières, utilisent l'aspiration sincère des populations pour l'égalité, la justice, la fin du népotisme, et surtout des emplois pour pouvoir vivre décemment, pour renverser les régimes qui contestent la vision américaine du monde et notamment du règlement du conflit israélo-palestinien.

Les ONG des droits de l'homme contrôlées par des Etats ou des multinationales

De nombreuses organisations internationales, non gouvernementales, brandissant l'étendard des droits de l'homme ou de la démocratie, agissent en réalité grâce aux soutiens multiples des Etats-Unis, pour déstabiliser les régimes considérés comme hostiles à Washington, s'appuyant sur quelques revendications légitimes des populations.

Lors d'un colloque récent à l'Assemblée Nationale sur ce sujet, un représentant des services français indiquait qu'ils avaient un inventaire de ces organisations soucieuses du bien de l'homme qui montrait que 70% d'entre elles étaient contrôlées par des Etats ou des multinationales. Le député Bernard Carayon précisait quelques minutes plus tard qu'en réalité 100% des plus importantes étaient dans ce cas.

L'amiral Lacoste me disait juste avant le colloque que les Etats-Unis avaient une longue expérience de l'utilisation d'ennemis pour combattre d'autres ennemis, depuis les islamistes Afghans contre les soviétiques et qu'Israël en suscitant la création du Hamas pour contrer le Fatah avait fait de même. Les ONG soutenues par Washington utilisent aujourd'hui les slogans des droits de l'homme qui permettent à des islamistes de se glisser dans la peau de démocrates.

Il ne faut d'ailleurs pas faire d'amalgame trompeur entre les salafistes du Machrek et ceux du Maghreb qui n'ont ni les mêmes motivations ni les mêmes ambitions, ni les mêmes modes opératoires. L'Arabie Saoudite, alliée de l'Amérique et en accord avec elle, soutient depuis des années les groupes extrémistes musulmans qui permettent les interventions américaines, ce qui a failli se retourner contre elle lors du 11 septembre 2001, et notamment les organisations salafistes hostiles au Baas, le parti laïc au pouvoir en Syrie.

Désinformation sur Al-Jazeera et Al-Arabiya

Les moyens modernes de communication, l'Internet et les SMS permettent de développer rapidement des slogans revendicatifs réalisant ainsi une « agit-prop », une propagande, qui n'a jamais été aussi efficace. Elle ne fut cependant pas suffisante en Libye qui a nécessité cette calamiteuse intervention militaire sous le faux prétexte de protéger les civils et qui finira par chasser Kadhafi du pouvoir après bien des difficultés et des tragédies humaines, car l'expérience prouve qu'il avait des soutiens importants, mais débouchera sur un vide politique qui mènera à la partition du pays et à son cortège de catastrophes.

Les médias arabes les plus importants comme Al-Jazeera et Al-Arabiya, associés aux intérêts américains, diffusent des images, authentiques ou transformées, soutenant les révoltes quand elles vont dans le sens de leurs objectifs, ou les passant sous silence dans le cas inverse. Ensuite, l'AFP et les autres agences occidentales n'ont qu'à reprendre ces images en les agrémentant de témoignages de « militants des droits de l'homme ».

La Syrie est l'objet de toutes les attaques car le régime a depuis toujours soutenu la cause arabe en accueillant les Palestiniens exilés, respecté la culture musulmane du pays mais combattu fermement l'islam politique radical, et rassemble des communautés diverses, sunnites, chiites, alaouites, chrétiennes, druzes, kurdes, en une nation au destin commun.

Depuis qu'il est arrivé au pouvoir sans l'avoir recherché, le jeune Président Bachar El Assad, a annoncé et décidé qu'il voulait réformer le pays pour l'adapter aux temps modernes et s'il a pu réaliser certaines réformes dans les domaine de l'économie, de la finance, de l'administration, les évènements extérieurs pressants comme l'assassinat en février 2005 de Rafic Hariri dont son pays fut aussitôt accusé, la guerre israélo-libanaise de juillet août 2006 et d'autres, l'ont empêché de les réaliser dans le calme indispensable à une telle politique. Mais il a réitéré encore récemment son désir d'évolution sans révolution.

D'ailleurs, la population syrienne forte de près de 20 millions d'habitants est restée silencieuse, les autorités craignant que des manifestations de soutien entraînent des chocs avec des opposants, notamment les groupes salafistes armés et entraînés de l'extérieur qui espèrent une revanche de leur écrasement dans les années 82 ; les manifestants montrés sur les chaînes arabes ne sont que quelques milliers au plus, 50.000 lors du rassemblement le plus important. On a eu la preuve de la désinformation de Al-Arabiya et Al-Jazeera le jour où elles diffusaient « en direct » des images d'une manifestation sous le soleil de Damas alors qu'il tombait au même moment des trombes de grêle sur la ville, fait assez rare en Syrie.

Le revirement brutal du Président Sarkozy

Quels sont d'ailleurs ces « manifestants pacifiques ou représentants des droits de l'homme rencontrés par l'AFP » qui ont tué par balles des dizaines de représentants des forces de l'ordre ?

Il est clair que la masse du pays soutient les dirigeants nationaliste actuels, même si elle aspire à plus de libéralisme économique et politique, à davantage d'emplois et à un meilleur niveau de vie, mais elle comprend qu'il s'agit d'un complot visant à détruire l'unité du pays pour installer des rivalités ethniques et confessionnelles, qui permettront ensuite de dicter une autre politique plus conciliante envers celle de l'Amérique.

Dans cette conjoncture, le revirement brutal du Président Sarkozy est incompris des Syriens qui avaient vu dans le rapprochement entre les deux pays suivi d'échanges importants dans tous les domaines, le contre pied de l'obstination anti-syrienne de Chirac, et que le raisonnement stratégique du nouveau locataire de l'Elysée réalisait qu'une grande politique arabe de la France ne pouvait se faire en refusant de parler à la Syrie, que la question iranienne était liée aux bons offices de Damas, comme le règlement du conflit israélo-palestinien. Le Président Assad avait d'ailleurs offert ses services dans ce domaine lors de son passage à Paris en novembre 2010.

Le rôle central de la Syrie dans les équilibres du Moyen-Orient est encore renforcé par son influence sur l'avenir de son voisin de l'est : depuis le début de l'intervention américaine en Iraq et jusqu'à aujourd'hui, elle a accueilli un nombre très important de réfugiés ayant fui leur pays pour des raisons multiples, les estimations les plus sûres annonçant 1,5 million installés en Syrie, peut-être plus. En dehors de l'aspect humanitaire à mettre au crédit du régime syrien, il est évident que cette masse de réfugiés doit jouer un rôle dans l'avenir de l'Iraq toujours en recherche de stabilité.

La diplomatie française donne l'impression d'être systématiquement pro-américaine

« Les gendarmes du monde » étant occupés et enlisés ailleurs, le régime syrien n'a pas à craindre une intervention militaire, qui serait d'ailleurs catastrophique pour tout le monde, et devrait parvenir à museler les acteurs internes du complot sans avoir à redouter autre chose que des déclarations vertueuses et lénifiantes de Washington, Bruxelles et Paris, ou des sanctions économiques sans grand effet stratégique à court terme.

La France a tout intérêt à comprendre rapidement que les tentatives pour mettre des régimes favorables à la tête des pays arabes, idée de Washington, n'est pas conforme à la volonté des peuples concernés qui, tôt ou tard

la rejetteront, et qu'elle doit retourner aux fondamentaux d'une politique étrangère indépendante, respectueuse du droit des peuples à décider eux-mêmes de leur sort.

Le mondialisme a vécu. L'Union européenne est exsangue et l'on assiste au retour des seules réalités qui comptent que sont les nations qui rassemblent des peuples aux passés et aux destins communs. Les nations peuvent s'entendre entre elles et coopérer sur des objectifs partagés et définis mais le « village mondial » n'a pas aboli les rivalités d'intérêts et ceux qui renoncent à leur souveraineté au nom d'un utopique idéal d'union devront un jour rendre compte de leurs abandons. C'est la loi inexorable des relations internationales de ne prendre en compte que les réalités sensibles. La France doit retrouver son indépendance et sa souveraineté, y compris sur ses espaces maritimes lointains, même si certains Etats s'en émeuvent, répondant ainsi à son destin mondial de puissance traditionnellement opposée à l'impérialisme quel qu'il soit. Elle s'inscrira alors dans les prévisions visionnaires de Teilhard de Chardin qui envisageait des ensembles de plus en plus grands mais constitués de cellules de plus en plus structurées et complexes.

La diplomatie française doit à nouveau prendre le recul indispensable à la compréhension du sens de l'histoire du monde et ne plus donner l'impression d'être systématiquement associée aux intérêts d'une Amérique qui a du mal à s'adapter à l'émergence d'un monde nouveau et qui n'a rien à offrir à ses alliés sinon une participation à des aventures guerrières coûteuses à tous points de vue. Les changements de caps récents dans le monde arabe ne montrent pas une réflexion stratégique globale et pour revenir sur l'exemple syrien, nous aurions tort de croire que la contestation entretenue artificiellement parvienne à ses fins dans un pays où les habitants sont ombrageusement nationalistes et fiers de leur riche passé. Quelques dizaines de milliers de manifestants, même cent mille, ne sont rien par rapport à presque 20 millions qui assistent pour l'instant silencieusement à la déstabilisation d'un pouvoir qui, paradoxalement, a annoncé des réformes mais attend le retour au calme pour les mettre en œuvre et est le mieux placé pour les faire.

Titre et intertitres : France-Irak Actualité

Gilles Munier

http://www.france-irak-actualite.com/article-la-syrie-objet-de-toutes-les-attaques-74534686.html

http://www.comite-valmy.org/spip.php?article1491

6-2 Robert Bibeau : Révoltes arabes & Repressions néo-coloniales.

Le monde arabe est extrêmement complexe, les groupes religieux sont nombreux, les communautés ethniques encore davantage, les nationalismes toujours exacerbés, à dessein, par moult puissances étrangères implantées là depuis le XVIII^{e} siècle et même avant. Chaque puissance européenne, puis les États-Unis et aujourd'hui la Chine impérialiste sont venues sur ces terres se tailler un petit empire qu'aucune puissance coloniale n'a jamais voulu abandonner. Après le colonialisme classique, la domination étrangère a fait place depuis cinquante ans au néo-colonialisme; le repartage des zones d'influences coloniales est aujourd'hui à l'ordre du jour car les puissances impérialistes montent ou déclinent selon le développement économique contemporain ceci entraîne un repartage des marchés, des sources de matières premières, des zones d'exploitation de la main-d'oeuvre.

Le néo-colonialisme a ceci de particulier qu'il s'accommode de l'indépendance formelle de ces pays semi-colonies. Il l'exige même, car il est plus facile d'exploiter les ressources naturelles nationales et le travail des populations locales sous la supervision d'une bourgeoisie nationale véreuse et soumise, vivant des prébendes et des ristournes sur ces richesses que de tenter de contrôler et d'administrer directement ces populations indigènes toujours enclines à se révolter et à stigmatiser les méfaits des puissances étrangères coupables de leur déchéance (1).

Dorénavant, mise à part la bourgeoisie palestinienne qui n'a toujours pas obtenu son petit État bien à soi, à administrer pour le bénéfice des colonialistes israéliens - mais ça ne saurait tarder suite à l'accord de collaboration entre le Hamas et le Fatah (2) - toutes les autres bourgeoisies nationales, castes ou tribus arabes, berbères, kurdes, druzes ou alaouites ont maintenant leur domaine, leur zone géographique auxquels on a donné le nom de pays, de territoires autonomes, de royaumes, d'émirats ou de sultanats, etcétéra.

Ces nations forgées à partir de divisions tribales, ethniques et religieuses se forgent peu à peu un vouloir vivre collectif sur des territoires le plus souvent reconnus, balisés (frontières délimitées et acceptées), dans un environnement économique national fragile mais tout de même existant et en phase de consolidation. C'est pour cette raison que nous affirmons que se sont de véritables nations (tunisienne, égyptienne, syrienne, libyenne, irakienne, yéménite), ayant en commun la langue arabe, qui sont en émergence et en cours de consolidation et qui luttent chacune pour leur véritable indépendance. C'est dans ce contexte qu'interviennent les agressions néo-coloniales prenant appui sur des sections de classes bourgeoises nationales totalement inféodées aux intérêts d'une puissance impérialiste ou d'une autre (France, Grande-Bretagne, Italie, États-Unis, Russie, Chine).

C'est sur cette toile de fond impérialiste et collaborationniste de manigances, de complots, d'exactions, de dictatures bourgeoises ou aristocratiques moyenâgeuses que l'on peut et que l'on doit analyser et comprendre la série de révoltes populaires arabes. En plus de l'héritage pas si lointain de la décolonisation ottomane, un autre événement fondateur est à l'origine de tous ces soulèvements : la grande crise économique mondiale de l'année

2008, dont l'épicentre fut localisé quelque part sur Wall Street en la cité de New-York et dont les secousses telluriques se répandirent comme une traînée de poudre sur l'ensemble de la planète.

Dans une tentative désespérée de parer les effets de cette crise du système monétaire et financier impérialiste international, les puissances néo-coloniales se tournèrent vers leurs néo-colonies du tiers monde et exigèrent par l'intermédiaire de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international que ces pays absorbent le coût de toute cette gabegie monétaire (des milliards de capitaux venaient de s'envoler en fumée et l'on souhaiterait que les riches soient les seuls à assumer cette faillite !). Les gouvernements arabes à la solde se mirent consciencieusement au travail et accrurent la pression sur la force de travail régional, accentuèrent la dilapidation des ressources naturelles nationales, accélérèrent le bradage des biens et services publics aux entreprises privées monopolistes occidentales, jetèrent des centaines de milliers de jeunes diplômés sur le pavé, cependant que l'inflation faisait des ravages et rendait les biens de première nécessité quasi inaccessibles aux populations multiethniques paupérisées.

Dans tous les pays arabes la petite-bourgeoisie nationale, ce corps franc de la grande bourgeoisie, ce rempart contre l'insurrection populaire, fut frappée et appauvrie; c'est elle qui donna le signal de la révolte et qui organisa les premiers soulèvements populaires. Mais sans organisation révolutionnaire et sans direction révolutionnaire, ces révoltes furent facilement récupérées et dévoyées de leur route et de leurs mots d'ordre économiques et démocratiques (pain, travail, dignité, fin de la tyrannie).

Hillary Clinton, la secrétaire d'État américaine, fut la première à percevoir le danger et à proposer que ces soulèvements devraient être canalisés vers **l'obtention du droit de voter pour une vaste panoplie de traîtres, sans discrimination et sans pré –sélection, avant les élections démocratiques bourgeoises**. De toute façon, pensait-elle cynique, de nos jours les techniques de contrôle et d'endiguement électoral sont suffisamment maîtrisées, sophistiquées et coûteuses pour que l'on conserve toujours la haute main sur ces processus d'élection bidon.

Mais la rue arabe en Tunisie puis en Égypte, une fois revenue de sa surprise agréable de voir s'enfuir leurs présidents tyranniques avec quelques milliards en poche et un sauf conduit mal acquis, comprit qu'elle s'était fait berner et que tout restait à accomplir pour se débarrasser des systèmes oligarchiques néo-coloniaux indignes qui les oppriment.

Entre-temps les puissances néo-coloniales avaient eu l'opportunité de préparer leur riposte et pourquoi ne pas pêcher en eau trouble, s'étaient dit Sarkozy, Obama et compagnie ? De nombreux autres tyrans méritaient une leçon et de toute façon la rue arabe ne décolérait pas : autant lui donner davantage de tyrans à tétaniser. Après la Tunisie et l'Égypte, voilà la Libye, le Bahreïn, le Yémen, l'Algérie, puis enfin la Syrie et le Maroc mis sous le choc. Qui poussé par des chefs de tribus frustrés de ne pas avoir obtenu leur part dans le partage des prébendes ; qui poussé par la fraction chiite de la bourgeoisie nationale traitée en déshéritée dans le partage des postes de la nomenklatura ; qui poussé par la fraction sunnite de la bourgeoisie nationale excédée de voir les alaouites monopoliser le pouvoir politique ; qui n'acceptant plus de voir l'armée gérer le pays comme sa chasse gardée. Dans toute cette saga, parmi tous ces pays arabes, le peuple désoeuvré, affamé, désorienté s'avançait pour mener l'insurrection, mais faute de direction et d'organisation véritablement révolutionnaires, il s'est retrouvé immanquablement à servir de chair à canon pour défendre les revendications d'une section ou d'une autre des bourgeoises nationales (parfois encore semi-tribales) cupides et dégénérées (3).
En Libye, la guerre civile entre les tribus de Cyrénaïque frustrées et leurs mercenaires soutenus par l'OTAN, et les tribus de Tripolitaine au pouvoir depuis quarante ans tournent au règlement de compte des puissances occidentales contre leur marionnette Kadhafi, coupable d'avoir tenté de mener quelques politiques indépendantes et d'avoir soutenu l'édification de la Banque africaine, concurrente de la Banque mondiale capitaliste (4).
Le régime syrien a longtemps servi de sous-traitant tortionnaire aux États-Unis. Ce régime a une tradition de poigne de fer, et n'a jamais été trop troublé par les sanctions de la soi-disant communauté internationale. Il se situe à la jonction de la zone d'influence russe (ex-soviétique) et de la zone d'influence française, américaine et britannique ; rendant service aux deux camps sur commande, jusqu'à maintenant le régime s'était assez bien tiré d'affaire sur le plan international en nageant entre deux eaux et en eaux troubles le plus souvent.

Le régime syrien est aujourd'hui un facteur de stabilité vu sous l'angle israélien/ américain et il serait étonnant qu'Israël se trouve derrière les soulèvements « spontanés » actuels. Le régime sert de canal pour ce qui est de l'appui de l'Iran au Hezbollah (voilà qui dérange lourdement Israël) et il fait partie de la nouvelle alliance Iran, Syrie, Turquie, Russie dirigée par la Chine impérialiste à travers l'alliance de Shanghai.

Par contre ce régime est le fait d'une minorité (alaouite) qui domine par la terreur une population en majorité sunnite. C'est une société tenue dans l'arriération sur le plan de la recherche, des communications, de la technologie et du développement économique (quel qu'il soit). Depuis le protectorat français ce régime a toujours maintenu des relations troubles avec son voisin libanais. Enfin, il est reconnu que les États-Unis ont investi lourdement et souvent clandestinement dans ce pays pour faire la promotion de "la pseudo démocratie colorée"...comme il l'a fait dans certains pays de l'Europe de l'Est. En Syrie le pouvoir de

Bachar el-Assad est aujourd'hui ébranlé par les mercenaires de Saad Hariri (ex premier ministre libanais) et de ses commanditaires d'Arabie à titre de représailles pour le soutien iranien au soulèvement chiite au Bahreïn.
Au Yémen la situation demeure confuse car si le pouvoir impérialiste aimerait bien sacrifier son valet Ali Abdallah Saleh, comme Moubarak et Ben Ali avant lui, celui-là ne l'entend pas de cette oreille et semble poser des exigences trop importantes pour abandonner son poste de gestionnaire de la machine d'État yéménite. En Arabie Saoudite, l'État a jeté des milliards de dollars en pâture aux manifestants et a dépêché sa troupe pour occuper le Bahreïn, un avertissement à ses propres opposants qui seraient tentés de poursuivre les soulèvements. Il semble bien que ce pouvoir monarchique s'en sortira indemne encore une fois tout comme au Koweït voisin.
Voilà où en est aujourd'hui cette succession de révoltes populaires arabes manœuvrées en sous-main par différentes puissances craignant toujours que le contrôle leur échappe et que, de ces révoltes trahies - sur la Place Tahrir notamment (5) - n'émergent des révolutions emportant ces bandes de marionnettes qu'elles soutiennent affectueusement et douloureusement, alors que leurs petits héros virtuels patentés risquent d'être récupérés ou emportés dans la tourmente (6).
(1) http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=23776
(2) http://www.lepost.fr/article/2011/05/12/2492344_accord-hamas-fatah_1_0_1.html
(3) http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=23889
(4) http://thalasolidaire.over-blog.com/article-point-de-vue-les-mensonges-de-la-guerre-de-l-occident-contre-la-lybie-10-05-73590250.html
(5) http://fr.wikipedia.org/wiki/Place_Tahrir
(6) http://www.ahmedbensaada.com/index.php?option=com_content&view=article&id=128:documentaire-monde-arabe-londe-de-choc&catid=37:societe&Itemid=75
Salutations cordiales**********
16.05.2011
http://www.robertbibeau.ca/palestine.html

6-3 Thierry Meyssan : La Contre-révolution au Proche-Orient.

Un clan saoudien, les Sudairi, est au cœur de la vague contre-révolutionnaire lancée au Proche-Orient par les États-Unis et Israël. Dans une vaste synthèse, parue en épisodes dans le plus important quotidien de langue russe, Thierry Meyssan dresse depuis Damas le tableau général des contradictions qui agitent cette région.
(*L'image qui a fait scandale aux Etats-Unis : lors du **G20**, le président Obama s'incline devant le souverain saoudien et lui baise la main.)*
En quelques mois, trois gouvernements pro-occidentaux ont chuté dans le monde arabe : le parlement a renversé le gouvernement de Saad Hariri au Liban, tandis que des mouvements populaires ont chassé Zine el-Abbidine Ben Ali de Tunisie, puis arrêté Hosni Moubarak en Égypte.
Ces changements de régime s'accompagnent de manifestations contre la domination états-unienne et le sionisme. Ils profitent politiquement à l'Axe de la Résistance, incarné au plan étatique par l'Iran et la Syrie, et au plan infra-étatique par le Hezbollah et le Hamas.
Pour mener la contre-révolution dans cette région, Washington et Tel-Aviv ont fait appel à leur meilleur soutien : le clan des Sudairi, qui incarne plus que nul autre le despotisme au service de l'impérialisme.

Les Sudairi
Vous n'en avez peut-être jamais entendu parler, pourtant les Sudairi constituent l'organisation politique la plus riche du monde depuis plusieurs décennies.
Les Sudairi, ce sont parmi les cinquante-trois fils du roi Ibn Séoud fondateur de l'Arabie saoudite, les sept qui ont été enfantés par la princesse Sudairi. Leur chef de file était le roi Fahd, qui régna de 1982 à 2005. Ils ne sont plus que six depuis sa mort. L'ainé, c'est le prince Sultan, ministre de la Défense depuis 1962, 85 ans. Le plus jeune, c'est le prince Ahmed, ministre adjoint de l'Intérieur depuis 1975, 71 ans. Depuis les années 60, c'est leur clan qui a organisé, structuré, financé, les régimes fantoches pro-occidentaux du « Moyen-Orient élargi ».

Ici, un retour en arrière est indispensable.
L'Arabie saoudite est une entité juridique créée par les Britanniques durant la Première Guerre mondiale pour affaiblir l'Empire Ottoman. Bien que Lawrence d'Arabie ait inventé le concept de « nation arabe », il n'est jamais parvenu à faire de ce nouveau pays une nation, et encore moins un État. C'était et c'est toujours, la propriété privée de Séoud. Ainsi que l'a montré l'enquête judiciaire britannique lors du scandale Al-Yamamah, au XXIe siècle, il n'existe pas encore de comptes bancaires ni de budget du royaume ; ce sont les comptes de la famille royale qui servent à administrer ce qui reste leur domaine privé.

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le Royaume-Uni n'ayant plus les moyens de son impérialisme, ce territoire passa sous suzeraineté états-unienne. Le président Franklin D. Roosevelt conclut un accord avec le roi Ibn Seoud : la famille des Séoud garantissait l'approvisionnement en pétrole des États-Unis qui, en échange, garantissaient l'aide militaire nécessaire au maintient des Séoud au pouvoir. Cette alliance est connue sous le nom d'Accord du Quincy, car négociée à bord du navire du même nom. C'est un accord, pas un traité, car il ne lie pas deux États entre eux, mais un État et une famille.

L'Accord du Quncy lie les Etats-Unis à la famille des Séoud.

Le roi fondateur, Ibn Séoud, ayant eu 32 épouses et 53 fils, de graves rivalités entre successeurs potentiels ne tardèrent pas à se faire jour. Aussi fut-il tardivement décidé que la couronne ne se transmettrait pas de père en fils, mais de demi-frère en demi-frère.
Cinq fils d'Ibn Seoud sont déjà montés sur le trône. Le roi actuel, Abdallah Ier, 87 ans, est un homme plutôt ouvert d'esprit, bien que totalement déconnecté des réalités contemporaines. Conscient que le système dynastique actuel va à sa perte, il souhaite réformer les règles de succession. Le souverain serait alors désigné par le Conseil du royaume —c'est-dire par des représentants des diverses branches de la famille royale— et pourrait être d'une plus jeune génération.
Cette sage idée ne fait pas l'affaire des Sudairi. En effet, compte tenu des diverses renonciations au trône pour raison de santé ou par sybaritisme, les trois prochains postulants appartiennent au clan : le prince Sultan —déjà nommé— ministre de l'Intérieur, 85 ans ; le prince Nayef, ministre de l'Intérieur, 78 ans, et le prince Salman, gouverneur de Riyadh, 75 ans. Si elle devait être appliquée, la nouvelle règle dynastique le serait à leur détriment.
On comprend donc que les Sudairi, qui n'ont jamais porté dans leur cœur leur demi-frère, le roi Abdallah, le haïssent désormais. On comprend aussi qu'ils ont décidé de jeter toutes leurs forces dans la bataille actuelle.

Le prince Bandar et son « frère » George W. Bush.
Le retour de Bandar Bush
À la fin des années 70, le clan des Sudairi était dirigé par le prince Fadh. Il remarqua les rares qualités d'un des enfants de son frère Sultan : le prince Bandar. Il l'envoya négocier des contrats d'armement à Washington et apprécia la manière dont il acheta l'accord du président Carter.
Lorsque Fadh monta sur le trône, en 1982, il fit du prince Bandar son homme de confiance. Il le nomma attaché militaire, puis ambassadeur à Washington, poste qu'il occupa tout au long du règne, jusqu'à son renvoi brutal par le roi Abdallah, en 2005.
Fils du prince Sultan et d'une esclave libyenne, le prince Bandar est une personnalité brillante et sans scrupules qui a su s'imposer au sein de la famille royale malgré le déshonneur attaché à son origine maternelle. Il est aujourd'hui le bras agissant des gérontocrates du clan Sudairi.
Durant son long séjour à Washington, le prince Bandar s'est lié d'amitié à la famille Bush, particulièrement à George H. Bush avec qui il était inséparable. Ce dernier aime à le présenter comme le fils qu'il aurait aimé avoir, au point qu'on le surnomme dans la capitale, « Monsieur Bandar Bush ». Ce que George H. —ancien directeur de la CIA, puis président des États-Unis— apprécie le plus chez lui, c'est son goût pour l'action clandestine.
« Mr. Bandar Bush » s'est intégré dans la haute société états-unienne. Il est aussi bien administrateur à vie de l'Institut Aspen que membre du Bohemian Grove. Le public britannique a découvert son existence lors du scandale Al-Yamamah : le plus grand contrat d'armement de l'Histoire et aussi la plus importante affaire de corruption. Durant une vingtaine d'années (1985-2006), British Aerospace, bientôt renommé BAE Systems, a vendu pour 80 milliards de dollars d'armement à l'Arabie saoudite tout en reversant discrètement une partie de cette manne sur les comptes bancaires d'hommes politiques saoudiens et probablement britanniques, dont 2 milliards de dollars pour le seul prince Bandar.
C'est que Son Altesse a beaucoup de frais. Le prince Bandar a repris à son compte nombre de combattants arabes levés par les services secrets saoudiens et pakistanais durant la Guerre froide pour combattre l'Armée rouge en Afghanistan à la demande de la CIA et du MI6. Bien sûr, la figure la plus connue de ce milieu n'était autre que le milliardaire anti-communiste devenu guru jihadiste, Oussama Ben Laden.
Il est impossible de dire précisément de combien d'hommes dispose le prince Bandar. Au fil du temps, on voit sa main dans de nombreux conflits et actes de terrorisme dans tout le monde musulman, du Maroc au Xinkiang chinois. À titre d'exemple, on se souvient de la petite armée qu'il avait implanté dans un camp palestinien libanais, à Nahr el-Bared, sous le nom de Fatah al-Islam. La mission de ces combattants était de soulever les réfugiés palestiniens, majoritairement sunnites, de proclamer un émirat indépendant et de combattre le Hezbollah chiite. L'affaire tourna mal, les salaires des mercenaires n'ayant pas été payés à temps. En définitive, en 2007, les hommes du prince Bandar se retranchèrent dans le camp. 30 000 Palestiniens furent obligés de fuir, tandis que l'armée libanaise livra bataille durant deux mois pour reprendre le camp. Cette opération coûta la vie à 50 mercenaires, à 32 civils palestiniens et à 68 soldats libanais.
Début 2010, Bandar fomenta un coup d'État pour renverser le roi Abdallah et placer son père, Sultan, sur le trône. Le complot fut découvert et Bandar partit en disgrâce sans pour autant perdre ses titres officiels. Mais fin 2010, la santé du roi déclinant et ses opérations chirurgicales se multipliant, les Sudairi reprirent la main et imposèrent son retour avec l'appui de l'administration Obama.
Binational saoudo-libanais, Saad Hariri, s'est rallié aux Sudairi. Premier ministre démissionnaire du Liban, il bloque la constitution d'un nouveau gouvernement depuis trois mois et, en attendant, expédie les affaires courantes.
C'est après avoir rendu visite au roi, hospitalisé à Washington, et avoir conclu un peu vite qu'il était agonisant que le Premier ministre libanais Saad Hariri se rallia aux Sudairi. Saad Hariri est un saoudien, né à Riyadh, mais disposant de la double nationalité. Il tient sa fortune de son père, lequel devait tout aux Séoud. Il est donc un obligé du roi et est devenu Premier ministre du Liban à sa demande pressante, alors que le département d'État US s'interrogeait sur sa capacité à occuper le poste.
Durant la période où il obéissait au roi Abdallah, Saad Hariri entreprit de se réconcilier avec le président Bachar el-Assad. Il retira les accusations qu'il avait formulées à son égard à propos de l'assassinat de son père, Rafik el-Hariri, et déplora avoir été manipulé pour créer artificiellement une tension entre le Liban et la Syrie. En se ralliant

aux Sudairi, Saad fit une volte-face politique. Du jour au lendemain, il renia la politique d'apaisement du roi Abdallah vis-à-vis de la Syrie et du Hezbollah et se lança dans une offensive contre le régime de Bachar el-Assad, pour le désarmement du Hezbollah et un compromis avec Israël.
Cependant le roi Abdallah se réveilla de son état semi-comateux et ne tarda pas à demander des comptes. Privé de ce soutien indispensable, Saad Hariri et son gouvernement furent renversés par le Parlement libanais au profit d'un autre milliardaire bi-national Najib Mikati, moins aventuriste. A titre de punition, le roi Abdallah lança une enquête fiscale sur la principale société saoudienne des Hariri et fit arrêter plusieurs de ses collaborateurs pour fraude.

Les légions des Sudairi

Les Sudairi ont décidé de lancer la contre-révolution tous azimuts.

En Égypte où ils finançaient d'une main les Moubarak, de l'autre les Frères musulmans, ils ont désormais imposé une alliance entre la confrérie et les officiers pro-US.
Ensemble, cette nouvelle coalition s'est partagé le pouvoir en excluant les leaders de la révolution de la Place Tahrir. Elle a refusé de convoquer une Assemblée constituante et s'est contentée d'amender marginalement la constitution.
En premier lieu, elle a déclaré l'islam religion d'État, au détriment de la minorité chrétienne copte (environ 10 %) qui avait été opprimée par Hosni Moubarak et s'était mobilisée en masse contre lui. De plus, le docteur Mahmoud Izzat, numéro deux des Frères, a appelé à la rapide instauration de la Sharia et à la restauration des châtiments islamiques.

*Porte-parole des Frères musulmans en Egypte, Essam Elarian (**photo**) ne centre pas sa campagne électorale sur l'abrogation des Accords de Camp David, mais sur la criminalisation de l'homosexualité. Selon lui, même si la majorité de la population accepte ce « vice », un Etat musulman se doit de le réprimer selon la Sharia.*

Le jeune Waël Ghoneim, qui avait joué un rôle de premier plan dans le renversement du tyran, a été interdit de podium dès la manifestation de la victoire, le 18 février, qui réunit près de 2 millions de personnes. À l'inverse, le prêcheur vedette des Frères, Youssef al-Qardawi, de retour après 30 ans d'exil à Qatar, a pu longuement s'exprimer. Lui, qui avait été déchu de sa nationalité par Gamal Abdel Nasser, s'est érigé en incarnation de la nouvelle ère : celle de la Sharia et de la coexistence pacifique avec le régime sioniste de Tel-Aviv.
Le Prix Nobel de la paix Mohammed el-Baradeï, —que les Frères musulmans avaient choisi comme porte-parole durant la révolution pour se donner une image ouverte— a été physiquement agressé par les mêmes Frères lors du référendum constitutionnel et a été écarté de la scène politique.
Les Frères musulmans ont annoncé leur entrée en bonne et due forme sur la scène politique avec la création d'un nouveau parti, Liberté et Justice, soutenu par la National Endowment for Democracy (NED) et imitant l'image de l'AKP turc (Ils ont choisi la même stratégie en Tunisie avec le Parti de la Renaissance).
Dans ce contexte, des violences ont été perpétrées contre les minorités religieuses. Ainsi deux églises coptes ont été brûlées. Loin de punir les agresseurs, le Premier ministre leur a donné un gage : il a démis de ses fonctions le gouverneur qu'il venait de nommer dans la province de Qenna, le respecté général Imad Mikhael… parce que celui-ci n'est pas musulman sunnite, mais chrétien copte.
Le Conseil de coopération du Golfe (CGC) a appelé de ses voeux l'intervention de l'OTAN en Libye et a envoyé l'armée saoudienne et la police émiratie écraser la contestation à Bahreïn.
En Libye, les Sudairi ont transféré des combattants armés en Cyrénaïque avant que les franco-britanniques ne donnent le signal de l'insurrection contre le pouvoir de la Tripolitaine. Ce sont eux qui ont distribué des armes et des drapeaux rouge-noir-vert à l'étoile et au croissant, symboles de la monarchie senoussi, protectrice historique des Frères musulmans.
Leur objectif est d'en finir avec le trublion Kadhafi et de restaurer le prince Mohammed sur le trône de ce qui était jadis le Royaume-Uni de Libye.
C'est le Conseil de coopération du Golfe qui, le premier, a demandé une intervention armée contre le gouvernement de Tripoli. Et c'est, au sein du Conseil, la délégation saoudienne qui a conduit les manœuvres diplomatiques pour que la Ligue arabe cautionne l'attaque par les armées occidentales.
De son côté le colonel Kadhafi avait assuré dans plusieurs discours qu'il n'y avait pas de révolution en Cyrénaïque, mais que son pays devait faire face à une opération de déstabilisation d'Al Qaïda ; des propos qui ont fait sourire, à tort, et qui furent confirmés par le commandeur de l'US Africom en personne : on se souvient du malaise du général Carter F.
Ham, commandant des premières opérations militaires états-uniennes avant qu'il ne soit relevé par l'OTAN. Il s'était étonné de devoir choisir ses cibles en s'appuyant sur des espions au sol connus pour avoir combattu les forces alliées en Afghanistan : en clair, les hommes de Ben Laden.
Le Bahreïn, quant à lui, se présente comme un royaume indépendant depuis 1971. En réalité, il est toujours un territoire gouverné par les Britanniques. Ceux-ci avaient choisi en leur temps comme Premier ministre le prince Khalifa et l'ont maintenu à ce poste depuis 40 ans sans discontinuer, après la fiction d'indépendance et encore aujourd'hui. Une continuité qui n'est pas pour déplaire aux Sudairi.
Le roi Hamad a accordé une concession aux États-Unis qui ont installé au port de Juffair le quartier général naval du Central Command et la Ve flotte. Dans ces conditions, la demande populaire de monarchie constitutionnelle signifie l'accès à une véritable indépendance, la fin de la tutelle britannique, et le départ des troupes US. Une telle évolution ne manquerait pas de faire tâche d'huile en Arabie saoudite et de menacer les bases du système.

Les Sudairi ont convaincu le roi du Bahreïn d'écraser tout espoir populaire dans le sang.

Garant de l'ordre établi, le prince Nayef est l'inflexible ministre saoudien de l'Intérieur et de l'Information depuis 41 ans.
Le 13 mars, le secrétaire US à la Défense Robert Gates est venu installer la coordination des opérations à Manama, lesquelles ont débuté le lendemain avec l'entrée de troupes spéciales saoudiennes, placées sous le commandement du prince Nayef et connues comme « les Aigles de Nayef ».
En quelques jours, tous les symboles de la contestation ont été détruits, y compris le monument public érigé jadis sur la place de la Perle. Des centaines de personnes sont mortes ou portées disparues. La torture —qui avait été presque abandonnée depuis une dizaine d'années— a été à nouveau généralisée. Les médecins et infirmiers qui ont soigné des manifestants blessés ont été arrêtés dans leurs hôpitaux, incarcérés au secret, puis traduits devant des tribunaux militaires.
Cependant, le plus important dans cette terrible répression est la volonté de transformer un classique combat de classe opposant une population entière à une classe de privilégiés vendus à un impérialisme étranger, en un conflit sectaire. La majorité des Bahreinis étant chiites alors que la famille régnante est sunnite, c'est le chiisme —véhicule de l'idéal révolutionnaire de Rouhollah Khomeiny— qui a été désigné comme cible. En un mois, les « Aigles de Nayef » ont rasé 25 mosquées chiites et endommagé 253 autres.
21 des principaux leaders de la contestation politique seront prochainement jugés par un tribunal d'exception. Ils encourent la peine de mort. Plus encore que sur les chiites, la monarchie s'acharne sur Ibrahim Chérif, le président du parti Waed (gauche laïque), auquel elle reproche de ne pas jouer le jeu confessionnel alors qu'il est sunnite.
À défaut de pouvoir déstabiliser l'Iran, les Sudairi ont concentré leurs attaques contre la Syrie.

La déstabilisation de la Syrie
(*Les révolutions mises en scène pour les médias ont leur logo. Ici, celui de « The Syrian Revolution 2011 » sur Facebook.)*
Début février, alors que le pays ne connaissait aucune manifestation, une page intitulée The Syrian Revolution 2011 était créée sur Facebook. Elle appelait à une « Journée de la colère », le vendredi 4 ; appel relayé par Al-Jazeera, mais qui ne rencontra aucun écho, nulle part. La chaîne qatarie déplora cette absence de réaction et stigmatisa la Syrie, ce « royaume du silence » (sic).
La dénomination The Syrian Revolution 2011 laisse songeur : formulée en anglais, elle est caractéristique des slogans publicitaires. Mais quel révolutionnaire authentique penserait que s'il ne parvient pas à réaliser son idéal en 2011, il rentrera se coucher à la maison ?
Plus étrange, le jour de sa création, cette page Facebook a enregistré plus de 80 000 amis. Un tel engouement en quelques heures, suivi de rien du tout, évoque une manipulation réalisée avec des logiciels de création de comptes. D'autant que les Syriens ont un usage modéré d'Internet et n'ont accès à l'ADSL que depuis le 1er janvier.
Les troubles ont débuté un mois plus tard à Deraa, un bourg rural situé à la frontière jordanienne et à quelques kilomètres d'Israël. Des inconnus ont payé des adolescents pour qu'ils taguent des graffitis antigouvernementaux sur les murs de la ville. La police locale a arrêtés les lycéens et les a traités comme des criminels au grand dam de leurs familles. Les notables locaux qui se proposaient de régler le contentieux ont été éconduits par le gouverneur comme des mal-propres. Les jeunes gens ont été passés à tabac. Les familles furieuses ont attaqué le commissariat pour les libérer. La police a répondu avec plus de brutalité encore, tuant des protestataires.
Le président Bachar el-Assad est alors intervenu pour sanctionner les policiers et le gouverneur —lequel n'est autre qu'un de ses cousins qu'il avait nommé à Deraa, loin de la capitale, pour qu'il se fasse oublier—. Une enquête a été ouverte pour faire toute la lumière sur cette bavure policière, les fonctionnaires responsables des violences ont été mis en examen et placés sous écrou. Des ministres se sont déplacés pour présenter les excuses et les condoléances du gouvernement aux familles de victimes ; excuses et condoléances qui ont été publiquement acceptées.
Tout aurait du rentrer dans l'ordre. Soudain des snipers cagoulés, postés sur des toits, ont tiré à la fois sur la foule et sur les policiers, plongeant la ville dans le chaos.
Profitant de la confusion, des individus armés se sont rendus à l'extérieur de la ville pour attaquer un bâtiment public qui abrite les services de renseignement chargés de l'observation du territoire syrien du Golan occupé par Israël. Les services de sécurité ont ouvert le feu pour défendre le bâtiment et ses archives. Il y a eu des morts de part et d'autre.

Ce type d'affrontement s'est reproduit. Les notables ont demandé la protection de l'armée face aux assaillants qui ont investi la ville. Trois mille hommes et des blindés ont été déployés pour protéger les habitants. En définitive, une bataille a opposé les combattants infiltrés à l'armée syrienne dans une sorte de remake du siège de Nahr el-Bared par l'armée libanaise. Sauf que cette fois, la presse internationale déforme les faits et accuse l'armée syrienne d'attaquer la population de Deraa.
Pendant ce temps, des heurts ont éclaté à Lattaquié. Ce port abrite de longue date des mafias qui se sont spécialisées dans la contrebande maritime. Ces individus ont reçu des armes et de l'argent en provenance du Liban. Ils ont vandalisé le centre ville. La police est intervenue. Sur ordre présidentiel, les forces de l'ordre n'étaient armées que de matraques. Les gangsters ont alors sortis des armes de guerre et ont tués des dizaines de policiers désarmés.

Le même scénario s'est reproduit dans la localité voisine de Banias, une ville de moindre importance, mais bien plus stratégique en ce qu'elle abrite la principale raffinerie pétrolière du pays. Cette fois, les forces de l'ordre ont fait usage de leurs armes et l'affrontement a tourné en bataille rangée.
Enfin, à Homs, une ville importante du Centre, des individus sont venus participer à une prière dans une mosquée intégriste et ont appelé les fidèles à manifester contre « le régime qui tue nos frères de Lattaquié ».
Réagissant aux troubles, la population syrienne est descendue en masse pour affirmer son soutien à la République. Des manifestations monstres, comme le pays n'en avait jamais connues de son histoire, ont réuni chaque fois des centaines de milliers de personnes à Damas, à Alep et même à Lattaquié, au cri de « Dieu, la Syrie, Bachar ! ».
Tandis que les affrontements se durcissaient dans les localités concernées, les forces de l'ordre sont parvenues à arrêter des combattants. Selon leurs aveux télévisés, ils ont été recrutés, armés et payés, par un député haririste libanais, Jamal Jarrah, ce que ce dernier dément.
Jamal Jarrah est un ami du prince Bandar. Son nom avait été cité dans l'affaire du Fatah al-Islam à Nahr el-Bared. Il est le cousin de Ziad Jarrah, un jihadiste accusé par le FBI d'être responsable du détournement du vol UA93 qui s'est écrasé en Pennsylvanie le 11 septembre 2001. Il est également cousin des frères Ali et Youssouf Jarrah, arrêtés par l'armée libanaise, en novembre 2008, pour espionnage au profit d'Israël.
Depuis Londres et Paris, Ali Saad-al-din Bayanouni (secrétaire général de la section syrienne des Frères musulmans) et Abdel-Halim Khaddam (ancien vice-président de Syrie) appellent au renversement de Bachar el-Assad.
Jamal Jarrah serait un membre secret des Frères musulmans, ce qu'il dément également. En 1982, les Frères tentèrent de prendre le pouvoir en Syrie. Ils échouèrent et furent alors victimes d'une effroyable répression de masse. On croyait ce douloureux souvenir oublié depuis l'amnistie proclamée par Bachar el-Assad. Il n'en est rien, cette branche des Frères étant désormais financée par les Sudairi, qui jadis les excommuniaient. Le rôle de la confrérie dans les affrontements de Banias est maintenant reconnu par tous.
Jamal Jarrah aurait également utilisé des militants libanais du Hizb ut-Tahrir, une organisation islamiste basée à Londres et surtout active en Asie centrale. Le Hizb ut-Tahrir, qui se déclare non-violent, est accusé d'avoir organisé de nombreux attentats dans la vallée de la Ferghana. C'est notamment pour le combattre que la Chine a initié son rapprochement avec la Russie au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai. Malgré plusieurs débats à la Chambre des Communes, les responsables londoniens du groupe n'ont jamais été inquiétés et occupent tous des postes de cadres de haut niveau dans des multinationales anglo-américaines.
Le Hizb ut-Tahrir a ouvert une section au Liban l'an dernier. À cette occasion, il a organisé un congrès où il a invité des personnalités étrangères, dont un intellectuel russe de renom international. Au cours des débats, les organisateurs ont appelé à l'instauration d'un État islamique en précisant que pour eux, les chiites et les druzes libanais, —et même certains sunnites— ne sont pas de vrais musulmans et devraient être expulsés comme les chrétiens. Stupéfait par ces outrances, l'invité russe s'est empressé de donner des interviews télévisés pour se démarquer de ces fanatiques.
Les forces de sécurité syriennes sont d'abord apparues débordées par les évènements. Formés en URSS, les officiers supérieurs ont fait usage de la force sans trop se soucier des conséquences sur la population.
Cependant, la situation s'est progressivement renversée. Le président Bachar el-Assad a repris la main. Il a changé de gouvernement. Il a abrogé l'état d'urgence et a dissous la Cour de sûreté de l'État. Il a octroyé la nationalité syrienne aux milliers de Kurdes qui en étaient historiquement privés depuis un recensement contesté. En outre, il a pris diverses mesures catégorielles, comme l'abrogation des amendes pour retard de paiement des entreprises publiques (électricité etc.). Ce faisant, il a donné satisfaction aux principales demandes populaires et a tari l'opposition. Lors du « Jour de défi », le vendredi 6 mai, la totalité des manifestants dans le pays n'a pas atteint les 50 000 personnes, pour une population de 22 millions d'habitants.
Surtout, le nouveau ministre de l'Intérieur Mohammad al-Sha'ar, a appelé toute personne qui se serait laissée entraîner dans les émeutes de se rendre spontanément à la police et de bénéficier d'une amnistie complète en échange d'informations. Plus de 1 100 personnes ont répondu. En quelques jours, les principales filières ont été démantelées et de nombreuses caches d'armes saisies. Après cinq semaines de violences, le calme revient lentement dans presque toutes les villes troublées.
Parmi les meneurs identifiés et arrêtés, plusieurs seraient des officiers israéliens ou libanais, et un serait un politicien libanais proche de Saad Hariri. Cette tentative de déstabilisation aura donc une suite.
Au sein du gouvernement saoudien, les Sudairi ont profité de la maladie du roi Abdallah pour le marginaliser. Avec l'aide des Etats-Unis et d'Israël, ils ont mit fin au rapprochement Abdallah-el-Assad et supervisent la contre-révolution arabe.

Un complot à découvert

Ce qui était originellement un complot pour renverser les autorités syriennes s'est transformé en un chantage public à la déstabilisation. Constatant que la révolte ne prend pas, les quotidiens arabes anti-syriens ont évoqué sans pudeur les marchandages en cours.
Ils ont relaté les voyages de négociateurs venus à Damas présenter les exigences des Sudairi. Si l'on en croit ces journaux, les violences ne s'arrêteront que lorsque Bachar el-Assad se sera plié à deux ordres : rompre avec l'Iran ; et cesser de soutenir la Résistance en Palestine, au Liban et en Irak.

La propagande internationale

Les Sudairi souhaitent une intervention militaire occidentale pour en finir avec la résistance syrienne, à la manière dont se déroule l'agression contre la Libye. Pour ce faire, ils ont mobilisé des spécialistes de la propagande.

À la surprise générale, la chaîne de télévision satellitaire Al-Jazeera a brutalement changé de ligne éditoriale. C'est un secret de polichinelle que cette station a été créée par la volonté des frères David et Jean Frydman, des milliardaires français qui furent conseillers d'Ytzakh Rabin et d'Ehud Barak. Ils souhaitaient créer un média qui permette un débat entre Israéliens et Arabes, alors que ce débat était interdit par la loi dans chacun des pays concernés.
Pour constituer la chaîne, ils ont sollicité l'émir de Qatar qui a, au départ, joué le rôle de couverture. L'équipe de rédaction a été recrutée au sein du service arabe de la BBC, de sorte que la majorité des journalistes de départ sont des agents du MI6 britannique.
Cependant, l'émir a pris le contrôle politique de la chaîne qui est devenue le bras agissant de sa principauté. Durant des années, Al-Jazeera a effectivement joué un rôle d'apaisement en favorisant le dialogue et la compréhension dans la région. Mais la chaîne a aussi contribué à banaliser le système d'apartheid israélien, comme si les violences de Tsahal n'étaient que des bavures regrettables d'un régime acceptable, alors qu'elles sont l'essence même du système.
(En fuite, l'ex-président Ben Ali a trouvé refuge en Arabie saoudite auprès du prince Nayef.)
Al-Jazeera, qui a couvert de manière exceptionnelle les révolutions en Tunisie et en Égypte, a brusquement changé de ligne éditoriale avec l'affaire libyenne pour devenir le porte-parole des Saidari.
Cette volte-face mérite une explication. L'attaque de la Libye est originellement un plan franco-britannique conçu en novembre 2010, c'est-à-dire bien avant le « printemps arabe », auquel les États-Unis ont été associés. Paris et Londres entendaient régler des comptes avec Tripoli et défendre leurs intérêts coloniaux. En effet, en 2005-06, la NOC, compagnie nationale des pétroles libyenne, avait lancé trois appels d'offres internationaux pour l'exploration et l'exploitation de ses réserves, les plus importantes d'Afrique. Le colonel Kadhafi avait imposé sa règle du jeu. Les compagnies occidentales avaient conclu divers accords, certes avantageux, mais bien peu à leurs yeux. Il s'agissait même des contrats les moins favorables à des multinationales dans le monde. À cela s'ajoutaient divers contentieux liés à l'annulation de juteux contrats d'équipement et d'armement.
Dès les premiers jours du prétendu soulèvement de Benghazi, Paris et Londres ont mit en place un Conseil national de transition que la France a officiellement reconnu comme représentant légitime du peuple libyen. Ce Conseil a créé une nouvelle compagnie pétrolière, la LOC, qui a été reconnue par la communauté internationale au sommet de Londres comme exploitant de plein droit les hydrocarbures du pays. Lors de ce hold-up, il a été décidé que la commercialisation du pétrole volé par la LOC serait effectuée par… le Qatar, et que le groupe de contact des États alliés se réunirait désormais à Doha.
Youssef al-Qardawi considère que la libération de la Palestine est importante, mais moins que l'instauration de la Sharia.

Immédiatement, le consultant religieux de la chaîne, Youssef al-Qardawi, se déchaîna chaque jour pour appeler au renversement de Bachar el-Assad. Cheikh al-Qardawi est le président de l'Union internationale des Oulémas et également du Conseil européen pour la recherche et la fatwa. Il est l'égérie des Frères musulmans et prône un islam original, mélange de « démocratie de marché » à l'américaine et d'obscurantisme à la saoudienne : il admet le principe de dirigeants élus pourvu que ceux-ci s'engagent à faire appliquer la Charia dans son interprétation la plus bornée.
Youssef al-Qardawi a été rejoint par l'ouléma soudien Saleh El-Haidane qui a appelé à « tuer un tiers des Syriens pour que les deux autres tiers vivent » (sic). Tuer un tiers des Syriens ? Cela signifie occire les chrétiens, les juifs, les chiites, les alaouites et les druzes. Pour que vivent les deux tiers ? C'est-à-dire pour instaurer un État sunnite avant que celui-ci n'épure sa propre communauté.
À ce jour, seule la branche palestinienne des Frères musulmans, le Hamas, semble réfractaire au pouvoir de séduction des pétro-dollars des Sudairi. Son chef, Khaled Mechaal, non sans un moment d'hésitation, a confirmé qu'il resterait en exil à Damas et qu'il soutenait le président el-Assad. Avec l'aide de ce dernier, il a cherché à prendre de court les plans impérialistes et sionistes en négociant un accord avec le Fatah de Mahmoud Abbas.
Depuis mars, Al-Jazeera, la BBC en arabe et France24 en arabe se sont mués en organe de propagande massive. À coup de faux témoignages et d'images manipulées, ils relatent des événements fabriqués pour plaquer sur la République syrienne les stéréotypes du régime tunisien de Ben Ali.
Ils cherchent à faire croire que l'armée syrienne est une force de répression comparable à la police tunisienne, et qu'elle n'hésite pas à tirer sur de paisibles citoyens luttant pour leur liberté. Ces médias ont même annoncé le décès d'un jeune soldat qui aurait refusé de tirer sur ses concitoyens et aurait été torturé à mort par ses supérieurs. En réalité, l'armée syrienne est une armée de conscrits, et le jeune soldat dont l'état-civil avait été publié était en permission. Il s'en est expliqué à la télévision syrienne où il a affirmé sa volonté de défendre son pays face aux mercenaires étrangers.

Ou encore, ces chaînes satellitaires ont essayé de présenter plusieurs personnalités syriennes comme des profiteurs, à l'instar de la belle-famille de Ben Ali. Elles ont concentré leurs critiques sur Rami Makhlouf, l'homme le plus riche du pays, qui est un cousin du président el-Assad. Elles ont prétendu que, sur le modèle tunisien, il exigeait des parts dans toutes les sociétés étrangères désirant s'implanter au pays. C'est absolument infondé et inimaginable dans le contexte syrien. En réalité, Rami Makhlouf a bénéficié de la confiance du président el-Assad pour obtenir la concession du téléphone mobile. Et, comme tous ceux qui ont obtenus de telles concessions dans le monde, il est devenu milliardaire. La vraie question est de savoir s'il a ou non profité de sa situation pour s'enrichir au détriment des consommateurs. La réponse est non : Syriatel propose les tarifs de téléphone mobile les moins chers au monde !

Quoi qu'il en soit, la palme du mensonge revient à Al-Jazeera. La chaîne qatarie est allée jusqu'à présenter des images d'une manifestation de 40 000 moscovites réclamant l'arrêt du soutien russe à la Syrie. Il s'agissait en fait d'images tournées lors de la manifestation annuelle du 1er mai, dans laquelle la chaîne avait implanté des acteurs pour réaliser de faux micro-trottoirs.

La réorganisation des réseaux du prince Bandar et de l'administration Obama

Le dispositif contre-révolutionnaire des Sudairi se heurte à une difficulté : jusqu'à présent les mercenaires du prince Bandar se battaient sous la bannière d'Oussama Ben Laden, que ce soit en Afghanistan, en Bosnie, en Tchétchénie ou ailleurs. Initialement considéré comme un anticommuniste, Ben Laden était progressivement devenu un anti-occidental. Sa mouvance était marquée par l'idéologie du clash des civilisations, énoncée par Bernard Lewis et popularisée par son élève Samuel Huntington. Elle a connu son ère de gloire avec les attentats du 11-Septembre et la guerre au terrorisme : les hommes de Bandar perpétraient les troubles partout où les Etats-Unis souhaitaient intervenir.

Dans la période actuelle, il est nécessaire de changer l'image des jihadistes. Désormais, ils sont invités à se battre aux côtés de l'OTAN, comme jadis ils se battaient aux côtés de la CIA en Afghanistan contre l'Armée rouge. Il convient donc de revenir au discours pro-occidental d'antan et de lui trouver une autre substance que l'anti-communisme. Ce sera le travail idéologique du cheik Youssef al-Qardawi.

Pour faciliter ce relookage, Washington a annoncé la mort officielle d'Oussama Ben Laden. Cette figure tutélaire disparue, les mercenaires du prince Bandar peuvent être mobilisés sous une nouvelle bannière.

Cette redistribution des rôles s'accompagne d'un jeu de chaises musicales à Washington.

Le général David Petraeus qui, en qualité de commandant du CentCom, devait traiter avec les hommes de Bandar au Proche-Orient, devient directeur de la CIA. Il faut donc s'attendre à un retrait accéléré des troupes de l'OTAN hors d'Afghanistan et à un engagement accru des hommes de Bandar dans les opérations secrètes de l'Agence.

Léon Panetta, le directeur sortant de la CIA, devient secrétaire à la Défense. Selon l'accord interne de la classe dirigeante états-unienne, ce poste devait être réservé à un membre de la Commission Baker-Hamilton. Or le démocrate Panetta —comme le républicain Gates— en faisait partie. Dans le cas de nouvelles guerres, il devrait limiter les déploiements au sol, hormis pour les Forces spéciales.

À Riyadh et à Washington, on dresse déjà l'acte de décès du « printemps arabe ». Les Sudairi peuvent dire du Proche-Orient ce que le Guépard disait de l'Italie : « *Il faut que tout change pour que rien ne change et que nous restions les maîtres* ».

(« *Le droit de chercher la vérité implique aussi un devoir. On ne doit cacher aucune partie de ce qui a été reconnu comme étant vrai* » Albert Einstein.

Thierry Meyssan

Le 13 mai 2011

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières,les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19*